TL 54

TIMOR ORIENTAL

SANTA CRUZ

L'ARMÉE INDONÉSIENNE TIRE SUR LA FOULE

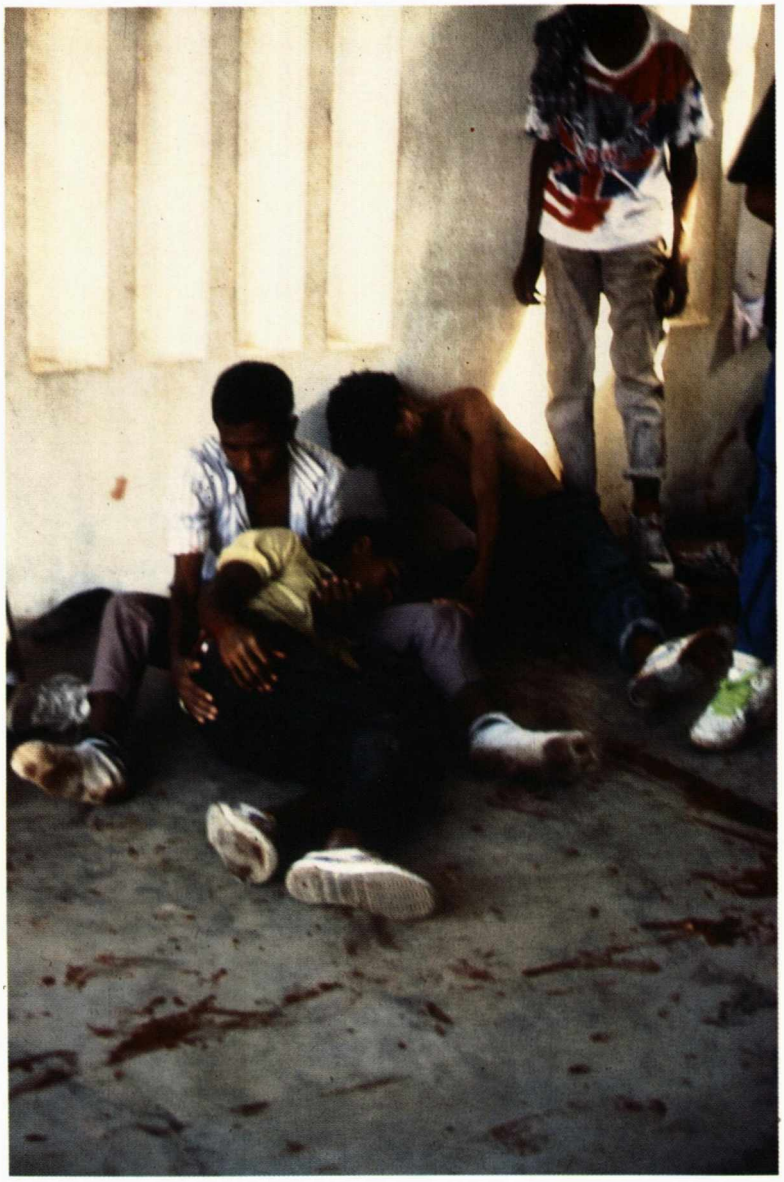


Photo: Steve Cox / Independente
Photo de couverture: Yorkshire TV

Timor Oriental

massacre de SANTA CRUZ

l'armée indonésienne tire sur la foule

Sommaire

Editorial 3
Timor Oriental 5
ONU (résolutions) 6
Menaces avant le 12 novembre 7
Conquérir le droit au dialogue 8
Santa Cruz,12 novembre 1991:
- la manifestation 10
- la fusillade 12
- l'achèvement des blessés 14
La violence après le 12 novembre 16
Témoins étrangers et autorités indonésiennes 18
Provocations? 20
Réactions:
- l'opinion publique internationale 22
- les pouvoirs publics 24
- pouvoirs et opinion publique en Indonésie 26
Commission d'enquête 28
Nouveaux témoignages 30

Préparé et édité par
A Paz é Possível em Timor Leste
(La Paix est Possible au Timor Oriental)
Association Oecuménique

Imprimé par Neograf - Artes Gráficas - février 1992

A Paz é Possível em Timor Leste
Rua de Campolide, 215 - 4D
1000 Lisbonne PORTUGAL
☎ (1) 57 69 52

prix normal: US $ 3
prix de soutien: US $ 10
frais d'envoi par commande: (Europe) US $ 3
(autres continents) US $ 5

Pour s'informer et pour agir:

International

- Amnesty International
  1 Easton Street
  London, WC1 8DJ, UK
  Fax: (71) 956 1157

- Parliamentarians for East Timor
  International Secretariat
  111 Northwood Road
  Surrey CR7 8HW, UK
  Fax: (81) 653 0322

- Jurists for East Timor
  Arendshorst, 144
  NL - 2317 CX Leiden, Hollande
  Fax: 071 - 221065

- Yorkshire TV (Grande Bretagne)
  (pour le documentaire sur Timor)
  Fax: (71) 8317260

Allemagne
Pazific Informationsstelle
Haupstrasse 2
D-8806 Neuendettelsau
Tel: 09874 / 9299

Espagne
- IEPALA
  Hermanos Garcia Noblejas, 41-8
  23037 Madrid, Espagne

France
- Association Solidarité Timor Oriental
  BP 300.09
  75425 Paris Cedex 09, France
- Agir pour Timor
  Rue Jouvenet, 22 bis
  75016 Paris, France

Hollande
- Komitee Indonesia
  Postbus 40066
  1009 BB Amsterdam, Hollande
  Tel: (20) 936050

Italie
Coord. Italiano di Solidarieta
con il Popolo di Timor-Est
Via Muzzina, 11
44100 Ferrara, Italie
Fax: 0532-203014

Japon
- Free East Timor Coalition
  C/kure YWCA
  1-3 Saiwai-cho
  Kure Hiroshima 737, Japon
  Fax: (3) 264 0663

Portugal
Commission Défensé Peuple Maubere
Rua Pinheiro Chagas 77-2 Esq.,
Portugal
Fax: (1) 534009

Suisse
Serv. Intern. Droits de l'Homme
Case PO/Box 16
1211 Genève 20 CIC, Suisse

pour Australie, Canada, Grande Bretagne, Hong-Kong, Indonésie, Nouvelle Zélande, Suède, USA: voir couverture côté anglais

TL54

Editorial

La nécessité d'éviter de nouvelles pertes humaines fut, aux cotés des arguments juridiques sur le droit à l'autodétermination, une des constantes des résolutions de l'ONU pour demander le retrait des forces armées indonésiennes stationnées au Timor Oriental.

Le manque de volonté politique pour faire appliquer ces résolutions a conduit le Timor Oriental à un véritable génocide, dont le massacre de Santa Cruz n'est que la millième (1/1000) partie.

Aucun peuple, ni au proche Orient, ni en Amérique centrale, pas même celui du Cambodge, n'a subi dans l'Histoire récente un génocide comparable à celui des timorais de l'est en proportion à la population totale. Entre 1975 et 1981, 200 000 timorais sont morts, près du tiers de la population totale. Le massacre continue.

Le génocide culturel n'est pas moins violent que ce génocide physique. Contrairement à ce que des observateurs étrangers pouvaient penser en 1975, il n'y a pas eu un début de rapprochement entre les occupés et les occupants. La jeunesse timoraise formée dans les écoles indonésiennes, dans la langue indonésienne, selon les principes indonésiens, s'insurge contre ce viol de son identité, et elle se trouve aujourd'hui aux premiers rangs de la contestation comme le montre le massacre du cimetière de Santa Cruz.

Aucun progrès n'a été fait dans le sens de l'intégration depuis 16 ans. Le système d'enseignement, les soins de santé, le réseau routier, l'administration que l'Indonésie a apporté, sont considérés par les timorais comme des instruments de domination.

Le développement économique est en grande partie dominé par des monopoles aux mains de quelques généraux qui pratiquent un colonialisme hors de mode...

Un nombre croissant d'indonésiens reconnaît cet échec, mais l'appareil militaire maintient la première place dans la société indonésienne.

La responsabilité internationale est grande dans ce génocide. Les pays qui ont reconnu et proclamé "le droit inaliénable du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et indépendance" n'ont rien fait pour transformer ce droit en réalité.

Pour les responsables des USA la lutte contre le communisme a été considérée une valeur supérieure à ce droit, dit le Washington Post.

L'Australie cède aujourd'hui ce droit, celui des autres, pour quelques millions de barils de pétrole.

Combien d'autres font passer leur commerce avec l'Indonésie avant le droit?

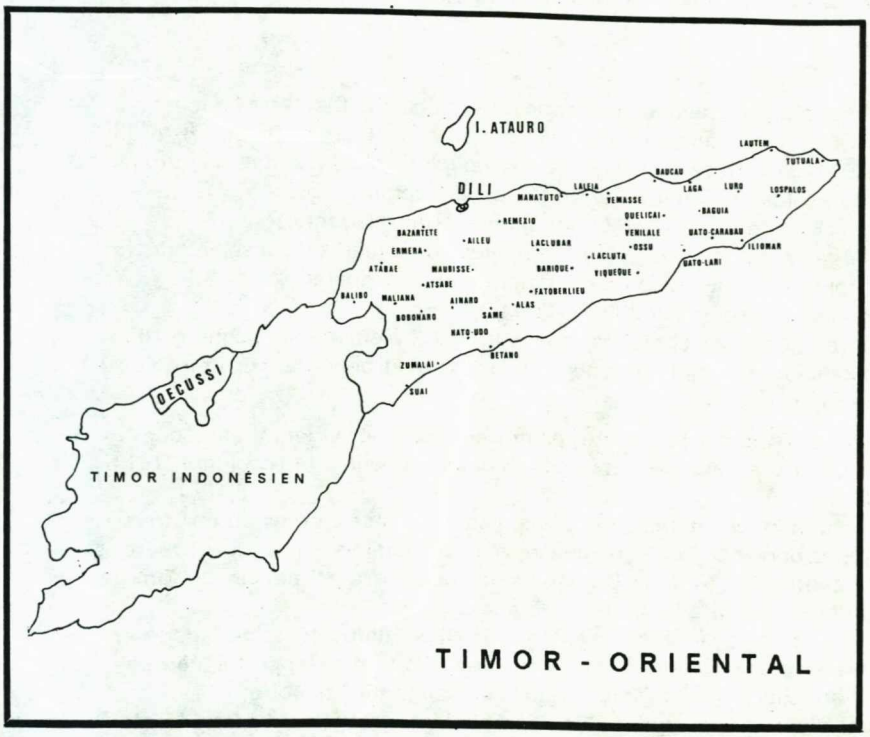
Les timorais résistent, et continuent à attendre que les Nations Unies fassent appliquer leurs propres résolutions.

La Paix est Possible au Timor Oriental
Association oecuménique

Photo Steve Cox / Independente

Xanana Gusmão... Symbole d'unité nationale

Timor Oriental



18 989 km2 - 650 000 habitants.
À la jonction des mondes malais et mélanésien, et à 500 kms au nord de l'Australie.
Timor Oriental ou Timor-Est est le nom donné à un peu plus dela moitié de l'île de Timor, l'enclave de Oecussi-Ambeno, l'île de Ataúro et l'îlot Jaco. Le reste de l'île de Timor (13 455 km2) fait partie de l'Indonésie.
La population a été formée de brassages anciens: malais, mélanésiens et polynésiens. Contrairement au reste de l'Indonésie elle n'a presque pas eu de contacts avec l'islam et l'hindouisme.

Les portugais y abordent vers 1560 mais ne se préoccupèrent d'une occupation effective qu'au début du 20ème siècle. À cette époque les hollandais colonisaient les îles voisines et la partie occidentale de Timor.
La colonie hollandaise devient indépendante en 1949 sous le nom d'Indonésie: "Indonésie est le nom politique national des anciennes Indes Orientales hollandaises" déclare le représentant indonésien à l'Assemblée Générale des Nations-Unies en 1954.

Le renversement de la dictature au Portugal, en avril 1974, permet au Timor Oriental de faire les premiers pas vers l'indépendance. Adam Malik, Ministre des Affaires Étrangères d'Indonésie reconnaît ce droit dans une lettre à Ramos Horta, membre du Fretilin, mais en décembre il a changé d'avis et déclare que le Timor Oriental n'a "que deux solutions possibles: l'union avec l'Indonésie ou la continuation de l'administration portugaise". Le Président Suharto confirme que "Timor ne sera pas indépendant" *(The Age, 10/07/75)*.

En août une courte mais violente guerre civile oppose les deux principaux partis timorais, UDT et Fretilin. Le gouverneur portugais se retire avec les quelques dizaines de militaires métropolitains dont il dispose, sur l'île de Ataúro. En septembre le Fretilin contrôle l'ensemble du territoire,la lutte a provoqué la mort de 1500 à 3000 timorais, environ 30 000 se sont réfugiés près de la frontière, dans le Timor indonésien.

Le 7 décembre 1975 l'Indonésie attaque la capitale du territoire, Dili, avec la complaisance des USA, Australie et Grande-Bretagne.

En 1981 l'Église catholique locale, faisant un comptage par paroisse, évalue à environ 300 000 le nombre des timorais victimes de l'occupation sur une population totale de 680 000 habitants. Avec Amnesty International la plupart des observateurs retiennent le chiffre de 200 000 morts, soit près d'un timorais sur trois.

En 1983 l'armée indonésienne accepte des pourparlers avec Xanana Gusmão le leader de la résistance, puis tente un nouvel anéantissement par voie militaire.

En 1989 l'Indonésie autorise l'accès au territoire sans l'autorisation spéciale jusqu'alors indispensable. Les timorais profitent de cette ouverture pour se manifester pacifiquement lors du passage de visiteurs étrangers de marque: le Pape en octobre 1989, l'ambassadeur des USA en janvier et le représentant du Vatican en septembre 1990...

ONU : "droit inaliénable

Le Secrétaire Général de l'ONU, Perez de Cuellar, a annoncé lors de la dernière session de l'Assemblée Générale des Nations Unies qu'un accord avait été obtenu entre le Portugal et l'Indonésie pour la visite d'une délégation de parlementaires portugais au Timor Oriental. Cette visite constituerait un pas vers une solution "juste, globale et internationalement acceptable" fondée sur les résolutions de l'ONU.

Le Conseil de Sécurité, (...)

- *Reconnaissant* le droit inaliénable du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,
- *Profondément préoccupé* par la détérioration de la situation au Timor Oriental,
- *Profondément préoccupé également* par les pertes en vies humaines et conscient de la nécessité urgente d'éviter toute nouvelle effusion de sang au Timor Oriental,
- *Déplorant* l'intervention des forces armées de l'Indonésie au Timor Oriental,
- *Regrettant* que le Gouvernement portugais ne se soit pas pleinement acquitté des responsabilités qui lui incombent en tant que puissance administrante du Territoire aux termes du chapitre XI de la Charte,

1. *Demande* à tous les États de respecter l'intégrité territoriale du Timor Oriental ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;
2. *Demande* au Gouvernement indonésien de retirer sans délai toutes ses forces du territoire;
3. *Demande* au Gouvernement portugais, en tant que puissance administrante, de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies afin de permettre au peuple du Timor Oriental d'exercer librement son droit à l'autodétermination;
4. *Prie* instamment tous les États et toutes les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts pour apporter une solution pacifique à la situation existante et faciliter la décolonisation du Territoire;
5. *Prie* le Secrétaire général d'envoyer d'urgence un représentant spécial au Timor Oriental afin d'évaluer sur place la situation existante et de prendre contact avec toutes les parties dans le Territoire et tous les États intéressés en vue d'assurer l'application de la présente résolution (...)

(Résolution 384, du 22 décembre 1975)

Le Conseil de Sécurité, (...)

- *Réaffirmant* le droit inaliénable du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,
- *Estimant* qu'aucun effort ne doit être ménagé pour créer des conditions qui permettent au peuple du Timor Oriental d'exercer librement son droit à l'autodétermination,
- *Notant* que l'Assemblée générale est saisie de la question,
- *Conscient* de la nécessité urgente de mettre un terme à la situation toujours tendue au Timor Oriental,(...)

1. *Demande* à tous les États de respecter l'intégrité territoriale du Timor Oriental ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;
2. *Demande* au Gouvernement indonésien de retirer sans plus tarder toutes ses forces du Territoire;
3. *Prie* le Secrétaire général de charger son représentant spécial de poursuivre la mission qui lui a été confiée au paragraphe 5 de la résolution 384 (1975) du Conseil de Sécurité et de continuer ses consultations avec les parties intéressées;
4. *Prie en outre* le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution et de soumettre un rapport au Conseil de sécurité aussitôt que possible;
5. *Demande* à tous les États et à toutes les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies en vue d'apporter une solution pacifique à la situation existante et de faciliter la décolonisation du Territoire.
6. *Décide* de demeurer saisi de la situation.

(Résolution 389, du 22 avril 1976)

à l'autodétermination et à l'indépendance"

Après avoir adopté chaque année, entre 1975 et 1981, des résolutions favorables à l'autodétermination du Timor Oriental, mais inefficaces devant le refus de l'Indonésie et le passivité des États, l'Assemblée générale de l'ONU adopte en 1982 une résolution qui place la question dans les mains du Secrétaire général:

L'Assemblée générale,

- Reconnaissant le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies, à la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, et à d'autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,
- *Ayant examiné* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au Timor Oriental et d'autres documents pertinents,
- *Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur la question du Timor Oriental,(...)
- *Ayant également à l'esprit* ses résolutions 3485 (XXX) du 12 décembre 1975, 31/53 du 1er décembre 1976, 32/34 du 28 novembre 1977, 33/39 du 13 décembre 1978, 34/40 du 21 novembre 1979, 35/27 du 11 novembre 1980 et 36/50 du 24 novembre 1981,
- *Préoccupée* par la situation humanitaire qui règne dans le territoire et convaincue que la communauté internationale ne doit épargner aucun effort pour améliorer les conditions de vie de la population du Timor Oriental et lui garantir la jouissance effective de ses droits de l'homme fondamentaux,

1. *Prie* le Secrétaire général d'entamer des consultations avec toutes les parties directement intéressées, en vue de rechercher les moyens permettant de parvenir à un règlement global du problème, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session;
2. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre activement l'examen de la situation et de prêter au Secrétaire général tout le concours nécessaire en vue de faciliter l'application de la présente résolution;
3. *Demande* à toutes les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, en particulier au Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, de venir en aide immédiatement, dans leurs domaines de compétence respectifs, à la population du Timor Oriental, en étroite consultation avec le Portugal, en sa qualité de puissance administrante (...)

(Résolution 37/30, du 23 novembre 1982)

Photo Steve Cox / Independente

"Une menace de mort à l'échelon national".

Placer la question entre les mains du Secrétaire Général n'a guère fait avancer le problème. La passivité des États, et en particulier de ceux qui détiennent la force au niveau mondial, fait traîner les conversations, ajourner les débats, reporter les décisions... La proposition d'une visite de parlementaires portugais au Timor Oriental, en réponse à une invitation de l'Indonésie, est un signe du manque de volonté politique pour résoudre la question selon le droit et les résolutions de l'ONU. La puissance administrante légitime s'est vue obligée d'accepter une invitation des occupants pour attirer l'attention internationale. Mais en faisant cette invitation sous les auspices de l'ONU, les occupants ont implicitement reconnu qu'un problème international subsiste dans ce qu'ils appellent leur 27ème Province!

Les timorais "verront cette visite comme leur dernière opportunité" pour manifester leur rejet de l'Indonésie, avertit le Gouverneur de Timor nommé par l'Indonésie. Les indonésiens préparent le terrain pour empêcher toute manifestation.

"Personne ne peut parler, faire des manifestations, parce que s'ils le font, ils seront tous tués après le retour des portugais... **Seule la présence d'une force internationale..." peut garantir la sécurité des timorais.**
(Mgr Belo - à la radio TSF, octobre/91)

"À la fin octobre, une semaine avant la date prévue pour la visite (...) j'ai appris que **l'Indonésie avait fait aux timorais ce que l'on peut appeler une menace de mort à l'échelon nacional**: l'armée avisa le peuple timorais que tous ceux qui parleraient seraient tués après le départ de la délégation. Partout où je suis allé, j'ai rencontré des timorais à qui cette menace avait été faite directement. L'armée a convoqué des réunions populaires, dans des villages et des petites agglomérations, dans lesquelles les orateurs étaient les commandants militaires et les Bupatis locaux. Les populations ont ainsi appris que les militaires feraient des listes de tous ceux qui s'approcheraient des portugais, ou leur parleraient, et aussi de ceux qui entonneraient des chants ou des mots d'ordre contre l'Indonésie dans des sessions publiques. Lorsque la délégation partirait, toutes ces personnes seraient arrêtées, et aussi leurs familles. (...)

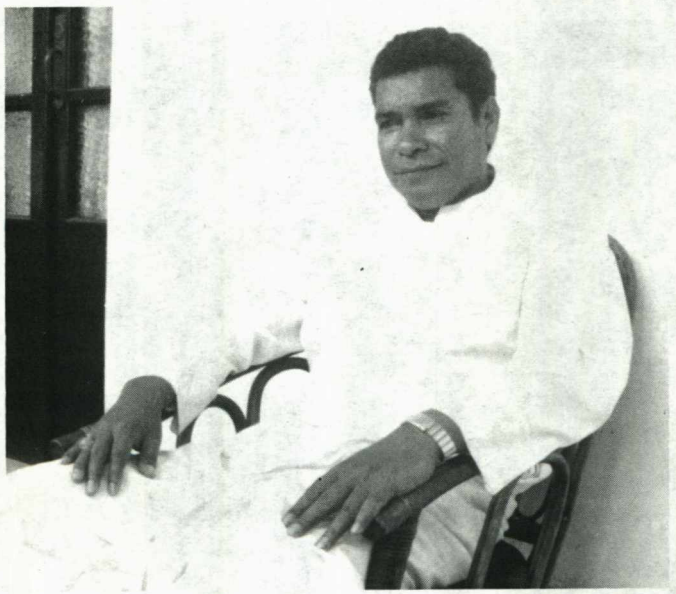
Les soldats allèrent au point d'informer les timorais que des fosses-communes pour le massacre avaient déjà été ouvertes. Il est clairement démontré que les menaces ont été transmises de façon systématique, à Dili et dans tout le Timor Oriental.

Malgré cela j'ai rencontré des dizaines de timorais qui continuaient à attendre ardemment la visite de la délégation portugaise. **Le plus grand nombre, bien que prévoyant une intense répression, pensait que Timor n'avait d'autre choix que de payer le prix, aussi élevé soit-il, et même si cela impliquait la mort.** Ils étaient prêts à ce sacrifice parce qu'ils étaient sincèrement convaincus que la visite allait, à terme, être suivie d'actes concrets du Portugal et de l'ONU et conduire à l'autodétermination du Timor Oriental".
*(Allan Nairn * - Expresso 30/11*
** voir la liste des témoins page 18).*

Lundi 28 octobre.

Deux jours après l'annonce de l'annulation de la visite des parlementaires portugais un incident dans l'église de Motael à Dili provoque deux morts et une cinquantaine d'arrestations, plusieurs des personnes arrêtées ont disparu.

La version indonésienne attribue à des jeunes-gens qui se trouvaient dans l'église l'initiative de la confrontation, et révèle avoir découvert dans l'église des drapeaux, des couteaux et des barres de fer. Mgr Belo contredit cette information: la provocation est venue de l'extérieur, Sebastião a été victime de l'armée indonésienne et Afonso a été tué loin des jeunes-gens encerclés dans l'église.

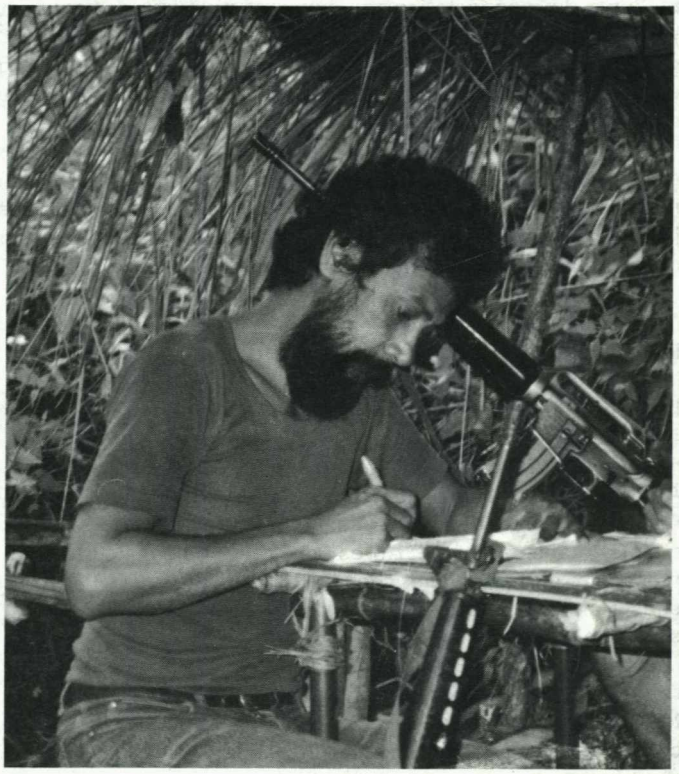


"Depuis novembre 1990 un groupe de jeunes est réfugié à l'église de Motael pour raisons de sécurité. (...) Le 28 octobre un groupe d'individus entoure l'église criant des insultes et lançant des pierres. **À 2 heures du matin... heure où circulent seulement des policiers, militaires, agents informateurs de l'Intel et l'un ou l'autre civil attardé**, (...) des hommes armés de pistolets, venus de la plage, entrent par le portail principal de l'église où est tué le jeune Sebastião, criblé de balles; son cadavre gisait à 18 mètres du portail du mur de l'église. L'autre victime, Afonso, se trouvait à 23 mètres du cadavre de Sebastião. Les traces de sang conduisaient à une flaque de sang à 57 mètres du cadavre de Afonso, tué par coups et blessures à l'arme blanche".
(Mgr Belo - Note officieuse - 2/11/91)

"J'ai décidé de ne pas aller à Djakarta pour protester contre l'arrogance des Forces Armées indonésiennes qui ont cassé les fenêtres de l'église de Motael et tué un jeune homme nommé Sebastião Gomes".
(Mgr Belo, réponse aux évêques d'Indonésie)

Nous allons nous battre pour la participation des timorais au dialogue

sous les auspices de l'ONU.



Annulée la visite des parlementaires portugais, le Commandant de la résistance timoraise considère que la visite de M. Kooijmans, rapporteur des Nations-Unies sur la torture, peut être l'occasion de lancer au monde l'appel préparé pour la visite des portugais. Quelques jours avant le massacre du cimetière de Dili, Xanana Gusmão envoie un message à tous les responsables de la résistance:

Seize ans de résistance extrêmement dure et prolongée. Seize ans de lutte presque sans perspectives d'avancées, difficiles, toujours difficiles, comme le moment qui approche.

Il y a seize ans déjà, et huit d'impasse depuis que le Secrétaire Général de l'ONU a reçu de la résolution 37/30 un mandat de l'Assemblée Générale pour traiter personnellement de la question. Huit ans d'impasse à cause de l'inflexibilité de Djakarta. Huit ans d'impasse par complicité internationale. (...)

C'est nous qui devons imposer un passage de l'impasse actuelle à une phase plus dynamique du processus. (...)

Parlons de la visite de la DPP [*Délégation Parlementaire Portugaise*]...

La visite se situe dans le cadre du mandat du Secrétaire Général de l'ONU. La DPP ne vient donc pas résoudre déjà la question. Ce n'est pas la tâche qui lui est confiée, cette compétence appartiendrait, pensons-nous, à l'exécutif, au Gouvernement portugais, et en dernière analyse aux Nations-Unies. Il faut donc comprendre que la DPP ne vient pas pour rester déjà, elle ne vient pas pour chasser les indonésiens, elle ne vient pas avec des forces armées pour remplacer les forces d'occupation.

Nous devons croire tout-de-même que la DPP vient pour voir la vérité. Nous devons croire que le Secrétaire Général de l'ONU veut quelque chose de positif. **L'essentiel disions-nous est de donner un nouvel élan à la question du Timor Oriental.** Nous, nous devons montrer cette vérité, nous devons garantir cet acte essentiel, crucial pour le traitement de la question sous de nouvelles perspectives, dans une dynamique plus favorable.

C'est pour cela que notre action est indispensable, qu'il est nécessaire de montrer au monde que:

- derrière la conspiration internationale, il y a un manque de respect indécent de la Charte des Nations-Unies;
- derrière la complicité internationale, un peuple est exterminé;
- derrière l'indifférence internationale, le droit et les normes internationales sont piétinées avec prépotence;
- derrière le cynisme politique de beaucoup de gouvernements démocratiques, il y a un manque de respect abusif et intolérable pour les résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU et du Conseil de Sécurité. (...)

Nous allons nous battre pour la participation des timorais au dialogue, sous les auspices de l'ONU (...) Djakarta est préoccupée, hautement préoccupée (...) elle a envoyé un nombre impressionnant de troupes pour défendre l'annexion. Mais au Timor Oriental ils sont réellement désespérés. Ils savent que l'inévitable va se produire, ils sont aveugles de fureur devant leur impuissance, ils sont aveugles de rage devant leur imminente et humiliante défaite. (...) Les premières victimes mortelles sont malheureusement déjà apparues à Motael. **Rien ne les arrêtera-t-il dans leur fureur sanglante? Nous les arrêterons en restant sereins.** Il est difficile de ne pas réagir, mais nous ne pouvons pas le faire, nous ne devons pas le faire.

Nous ne devons pas craindre les représailles. Les représailles seront violentes lorsque, par la mobilisation des masses, nous aurons montré leur manque d'opérationalité. Qui, devant le massacre d'il y a seize ans, a refusé de combattre?

Ne laissons pas se troubler notre regard par la douleur. Ouvrons les yeux sur la douleur immense de ces seize années.

Ne nous abritons pas derrière la peur du sang. Pensons à la détermination de notre peuple.

Xanana Gusmão

Mardi 12 novembre:

Selon la tradition timoraise, le 12 Novembre est célébrée à l'église de Motael la messe du 15ème jour pour l'âme de Sebastião Gomes tué le 28 octobre. Après la messe un cortège se forme et se dirige vers le cimetière traversant le centre de la ville. Le film de Chris Wenner (Yorkshire Television) montre que la procession se transforme rapidement en un mélange de manifestation religieuse et politique comme il arrive depuis la manifestation qui, le 12 octobre 1989, a marqué la fin de la messe célébrée par le Pape Jean Paul II à Dili; et à l'image aussi de ce qui s'est produit le 4 septembre 1990, en présence du Nonce Apostolique du Vatican, lors du cinquantième anniversaire du diocèse du Timor Oriental. Les cérémonies religieuses sont en effet les seuls regroupements autorisés et la seule circonstance où les timorais sentent une certaine protection.

Les militaires indonésiens affirment qu'il y a eu des désordres et des provocations durant la manifestation, ce qui expliquerait la réaction violente des militaires à la porte du cimetière. Mgr Belo se réfère à ces affirmations "On dit que..." mais malgré ses efforts auprès des 257 jeunes-gens réfugiés chez lui après le massacre, il n'a pas obtenu confirmation de l'existence d'armes chez les manifestants. Non seulement tous les témoins étrangers mais aussi les images (photos et film) démentent les affirmations indonésiennes.

"Vers 6 heures et demi du matin le 12 novembre 1991, mardi, eût lieu la messe du 15ème jour, pour l'âme du jeune Sebastião Gomes, à la demande de sa famille. La messe fut célébrée par le Père Alberto Ricardo, curé de Motael. Ce fut une messe simple, sans chants, sans sermon. Après la messe le curé est allé chez lui, sans rien savoir de ce qui allait se passer.

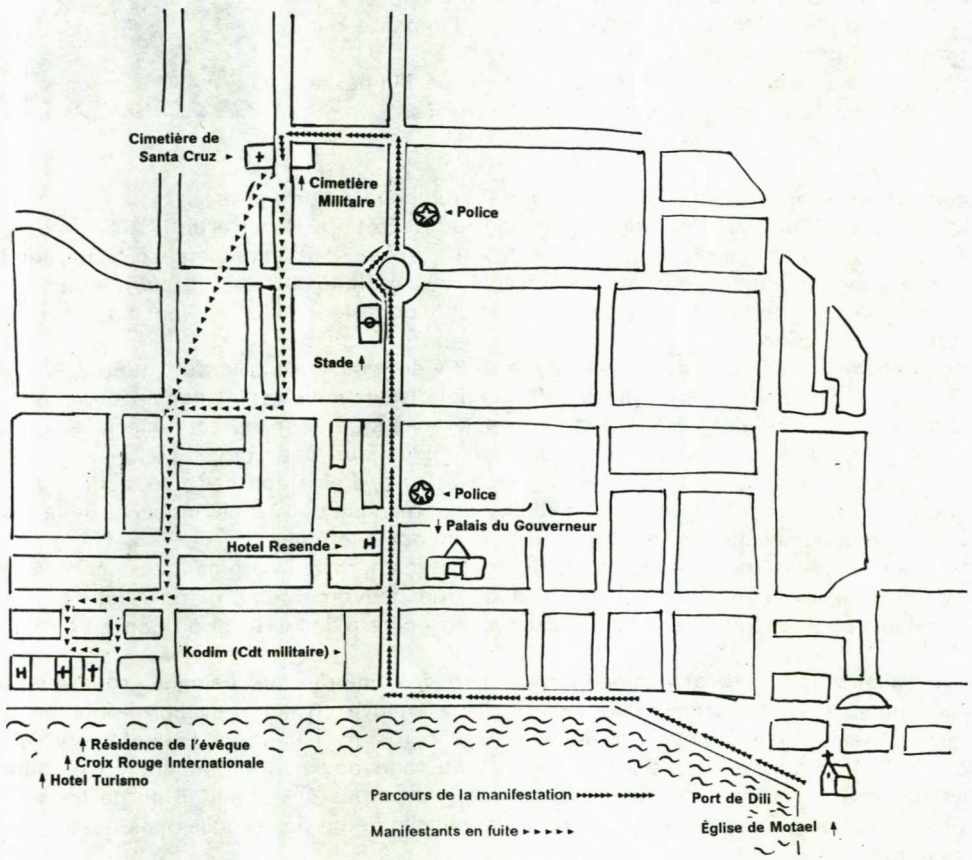
Après la messe quelques fidèles retournent chez eux. Pendant ce temps, devant l'église, les jeunes commencent à s'organiser et s'acheminent vers le cimetière de Santa Cruz. Environ 1000 personnes avaient participé à l'eucharistie; maintenant les jeunes criaient des 'vivas' et déroulaient des drapeaux du Fretilin, du Portugal et des banderoles.

On dit que devant le palais du Gouverneur il y a eu des provocations, et un Major de l'armée indonésienne a été blessé (à coups de couteaux).

On dit aussi qu'au poste de police les jeunes ont lancé une grenade qui n'a pas explosé. À Lecidere j'ai demandé à divers jeunes, et eux n'ont pas vu ce fait.

Après avoir passé le 'Taman Pahlawan' les jeunes criaient de plus en plus de 'vivas': 'vive Sebastião', 'vive le Timor Oriental', 'vive l'indépendance'. Quelques élèves du SMAK [*école moyenne catholique*], du SMPK [*école primaire catholique*] et de l'école diocésaine, lorsqu'ils entendirent les cris, sortirent des classes et se joignirent au cortège".

(Mgr Belo - Note 14/11)



une manifestation pacifique s'achève en massacre

"Le fait que ces personnes défilaient constituait un défi fondamental"

Photo Steve Cox / Independente

"Au long du parcours on voyait des soldats et des agents de l'Intel près des postes de police et de l'armée. Beaucoup d'eux avaient de longs bâtons de bois poli qu'ils balançaient lorsque les timorais défilaient.

La procession commença à l'extérieur de l'église, ayant devant elle la famille de Sebastião qui transportait des fleurs pour les déposer sur sa tombe. Plusieurs milliers de personnes avaient assisté à la messe. Quelques unes d'entre elles déroulaient des banderoles dans les premiers rangs du défilé. **Lorsqu'elle traversait le centre de la ville, la procession grossit. S'y ajoutaient des personnes venues des bureaux, des écoles et de maisons au bord de la route. Les cantiques et l'excitation augmentaient d'intensité au fur et à mesure que plus et plus de manifestants de la marche défiaient les interdictions et élevaient la voix en protestations.** Il y avait là beaucoup d'étudiants, beaucoup de jeunes, mais aussi des femmes et des enfants en tabliers, et des gens d'âge avancé vêtus des costumes traditionnels timorais.

En passant devant les soldats, quelques-uns criaient 'Vive le Timor Oriental' et faisaient le 'V' de la victoire. Les timorais m'expliquèrent que ce signe signifiait aussi 'paix'. Le faire en public était, pour lui seul, un courageux acte politique. Sur les banderoles on lisait des appels dirigés au Portugal, à l'ONU et aux USA. L'une d'elles critiquait, par son nom, le colonel Gatot [*chef des Services Secrets Intel*]; d'autres appuyaient le Pape, l'Église Catholique, les Falintil, Xanana, le Fretilin et l'UDT. Parfois les jeunes s'excitaient et commençaient à courir mais les plus vieux les remettaient dans l'ordre en criant 'discipline, discipline'.

Au fur et à mesure que la procession avançait, augmentait la sensation que quelque chose d'important était en train de se passer, qu'était fait un pas courageux et sans précédent pour l'avenir de Timor. **Dans un pays où l'armée d'occupation réprime le droit de réunion et la liberté d'expression par la peine de mort, le fait que toutes ces personnes défilaient dans les rues en criant des critiques à l'Indonésie constituait un défi fondamental pour la terreur de l'État.** Je me rappelle de m'être demandé à moi-même quelle serait la réponse de l'armée".

(Allan Nairn - Expresso 30/11)

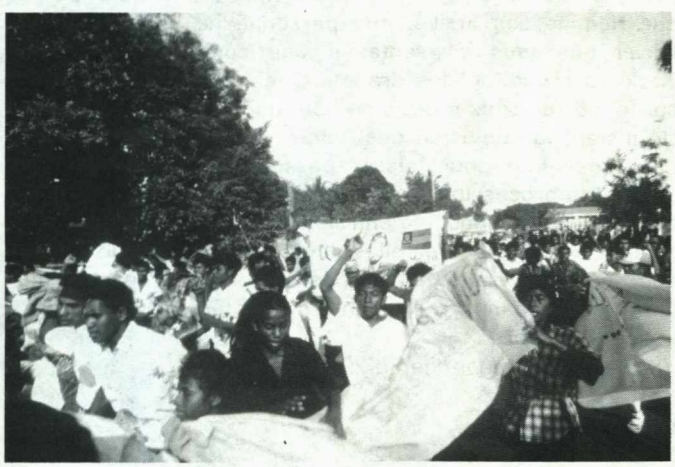


Photo Steve Cox / Independente

"Des drapeaux du Fretilin et de la résistance armée (Falintil) sont agités, et **des banderoles demandant l'aide internationale sont brandies. 'Portugal, où est ta responsabilité' lit-on sur l'une d'elles, en anglais. Le Président des USA et le Portugal sont les pays visés.** Chaque fois que la foule passe devant des postes militaires ou de la police, elle agitait encore davantage les drapeaux, montrait le visage aux soldats et criait plus haut. L'ambiance devenait de plus en plus intense. Électrique presque. (...) Mais la procession passait déjà devant le palais du Gouverneur et l'euphorie faisait courir la foule. Je courais aussi cherchant à me maintenir le plus près possible de la première ligne des manifestants. Sur la route, d'autres personnes se joignaient à la procession. Des enfants et des jeunes pour la plupart. Au total je pense qu'il y avait environ 6000 personnes".

(Steve Cox - Independente 22/11)

Arrivés au cimetière: "Nous faisons cela pour que vous compreniez"

Photo Steve Cox / Independente

Lorsqu'ils atteignent le cimetière des jeunes montent sur le mur d'enceinte et déroulent des banderoles. Les images du film de Chris Wenner et les banderoles en anglais et portugais sont éloquentes, mais un jeune s'approche de la caméra et les rend plus explicites encore: "Nous faisons cela pour que vous compreniez".
Les militaires encerclent les manifestants qu'ils avaient laissé parvenir à ce point sans encombre.

"**Lorsque la foule arriva au cimetière on ne voyait pas de soldats.** Beaucoup de personnes entrèrent pour se diriger vers la tombe de Sebastião. En tout il devait y avoir près du portail entre 3000 et 5000 personnes. Quelques jeunes montèrent avec leurs banderoles sur le mur du cimetière. L'espace occupé par la foule était limité par des murs de côté et d'autre: le mur du cimetière de Santa Cruz, haut et en ciment, et le mur du cimetière militaire indonésien, plus bas mais collé à une fosse assez profonde. Avec quelques milliers de personnes l'espace entre les murs était plein de forme compacte. Même s'il le voulait, personne ne pourrait se déplacer rapidement, mais la procession était arrivée à son terme et les gens se limitaient à attendre un peu avant de se disperser".
(Allan Nairn, Expresso 30/11)

"Vite nous arrivons au cimetière de Santa Cruz. Maintenant l'ambiance peut être considérée comme frénétique. **Le fait que rien ne soit arrivé, que personne ne les ait arrêtés, faisait que tous se sentaient une confiance redoublée.** Toujours en agitant les drapeaux, les plus jeunes montent sur le mur de trois mètres de haut qui entoure le cimetière. Un instant la confusion des 'vivas', banderoles et bras en l'air, se calme pour laisser passer les jeunes filles qui ouvrent la procession et portent les fleurs à déposer sur la tombe de Sebastião. J'entrais dans le cimetière devant elles et m'arrêtais avec elles devant la chapelle. Je calcule que entre 500 et 800 personnes avaient franchi le portail, parmi elles beaucoup d'enfants de 6 et 7 ans. Les autres étaient là dehors".
(Steve Cox - Independente 22/11)

"Ce fut un piège bien préparé".
(Père Renato Stefani - Observer 17/11)

"Les soldats se placèrent face à la foule, levèrent les fusils-mitrailleurs et commencèrent, systématiquement, à assassiner les timorais en fuite"

Les timorais réclament pacifiquement leur droit à l'indépendance, reconnu par l'ONU. Les militaires indonésiens prirent place devant les manifestants du côté du portail d'entrée, tandis qu'un nombre plus réduit entreprenait l'encerclement. Tout-à-coup, sans aucun avis, l'armée ouvrit le feu. L'endroit n'offrait aucune protection possible si ce n'est le cimetière lui même. Le portail trop étroit pour permettre l'entrée rapide de la foule laissait aux militaires indonésiens le temps d'abattre un nombre encore indéterminé de timorais. Les chiffres fournis par les autorités indonésiennes varient entre 13 et 50. Entre 50 et 180 pour les sources étrangères, sans compter les blessés morts postérieurement.

"Vers 7 heures 45, lorsque le cortège s'apprêtait à entrer au cimetière, arriva un camion vert, amenant des militaires armés, qui s'arrêta au croisement près du SDK [*jardin d'enfants catholique*].
Les jeunes continuaient à crier des 'vivas' et voici que se firent entendre les rafales contre les jeunes et les élèves. Beaucoup furent abattus, d'autres traversèrent le cimetière et s'enfuirent du côté de Bemori. D'autres restèrent retenus dans le cimetière. **Aucun coup-de-feu de pré-avis n'a été entendu**, ni en l'air ni par terre. Les coups-de-feu étaient dirigés aux présents (à la foule)".
(Mgr Belo - Note officieuse, 14/11)

"Peu de minutes s'étaient passées lorsque, soudain, quelqu'un s'aperçut que l'une des voies de sortie était bloquée par un transport de troupe indonésien. Le camion était plein de soldats fortement armés, vêtus de vert et avec des bandes rouges sur les casques. À ce moment là, venant de la droite par un chemin perpendiculaire, nous vîmes une longue colonne de soldats. Ils avaient des uniformes marron-foncé et des M-16 en position de tir. **Les soldats marchaient, décidés, d'un pas lent et discipliné, en formation bien ordonnée**. À mesure qu'ils s'approchaient nous pouvions voir qu'ils étaient des centaines. Dans la foule beaucoup paraissaient paralysés d'étonnement, tandis que d'autres essayaient de reculer lentement. Avec Amy Goodman, reporter de la radio WBAI-Pacifique, je me plaçais entre les soldats et les timorais. J'étais vraiment convaincu que la force indonésienne n'attaquerait pas si elle voyait là des étrangers. (...) **Soudain nous étions face à face et assistions à ce que je jugeais être impossible: les soldats se placèrent face à la foule, levèrent les fusils-mitrailleurs, et commencèrent, systématiquement, à assassiner les timorais en fuite".**
(Allan Nairn, Expresso 30/11)

"Ils m'ont attrapée par les cheveux, traînée par terre et commencèrent à me battre avec les crosses des M-16, et à donner des coups de poings et de pieds. À ce moment Nairn essaya de me protéger et fut aussi battu. Ils appuyèrent les fusils sur nos têtes et j'ai pensé qu'ils allaient nous tuer. Nous avons commencé à crier 'de grâce, ne nous tuez pas, nous sommes américains'. (...) Ça a été juste! Les autres, les timorais et un journaliste, n'ont pas eu autant de chance".
(Amy Goodman - Público 13/11)

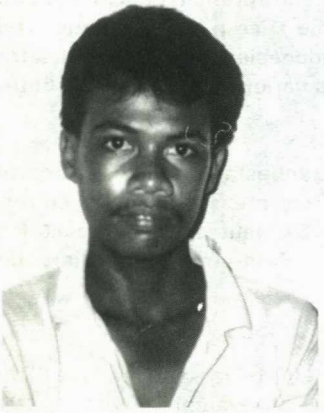
"**Lorsque les manifestants arrivèrent au cimetière les militaires arrivèrent derrière** et commencèrent à décharger les troupes des camions. À 8 heures ils formaient une ligne et marchaient vers nous. Les gens commencèrent à s'éloigner d'eux et les soldats ouvrirent le feu. Ce fut une pluie de balles, un feu automatique rapide durant 2 ou 3 minutes". *(Russell Anderson - Sunday Territorian)*

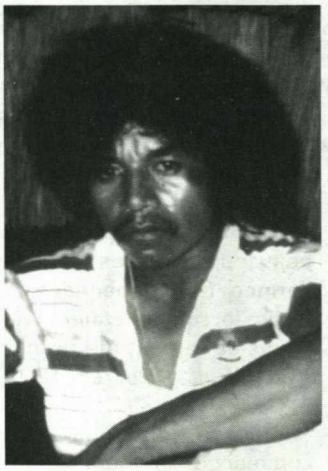
"Alors que des centaines de manifestants étaient entrés et beaucoup d'autres centaines se pressaient pour entrer, **l'armée fit feu pendant 2 ou 3 minutes, rechargeant les fusils lorsqu'ils étaient vides. Peut-être des milliers de coups-de-feu ont été tirés".**
(Bob Muntz - Reuters 15/11)

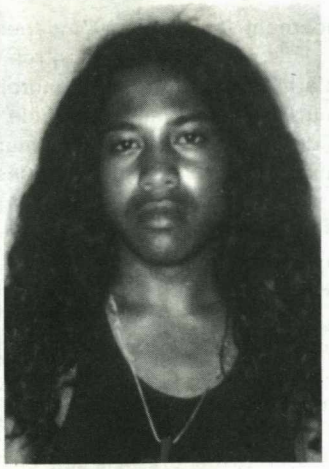
"J'étais à l'intérieur du cimetière lorsque la fusillade commença là dehors, où se trouvaient environ 2000 personnes qui attendaient leur tour de passer le portail. (...) Je fus jeté à terre par les personnes qui couraient en panique à la recherche d'un abri dans la chapelle du cimetière. Je me traînais cherchant à me protéger entre les tombes alors que les cris remplissaient l'air.
Ce qui se passait au portail est resté gravé dans ma mémoire. Un jeune, gravement blessé mais encore vivant, gisait au travers de l'entrée. D'autres s'étaient heurté sur lui et étaient tombés par terre. **Un bouchon de personnes était immobilisé dans l'entrée, comprimé par des centaines d'autres, désespérées, qui essayaient d'échapper aux balles.** Le bouchon se défit et les personnes, y compris des blessés, se précipitèrent par l'ouverture, criant et passant sur les corps.
Là dehors, dans la rue, **les soldats maintinrent un barrage de feu durant environ deux minutes, des milliers de coups de feu avaient atteint la foule ou étaient tombés dans le cimetière où je me trouvais caché.** Il y eût alors une pause, avec des coups de feu sporadiques, puis une autre rafale, plus courte que la première. Les soldats se déplacèrent alors de façon ordonnée, de manière à entourer le cimetière et à encercler ceux qui se trouvaient dedans".
(Chris Wenner - Público 21/11)

"Au premier abord, il me semble que les garçons sautaient du mur. Mais je me rappelle d'avoir pensé s'ils ne seraient pas plutôt tombés, et durant quelques secondes, je trouvais cela étrange. J'essayais de percer la muraille humaine qui m'entourait pour essayer de comprendre ce qui se passait quand, tout-à-coup, j'entendis un bruit énorme qui ne s'arrêtait plus. Au début je n'ai pas compris ce qui se passait. (...) **Les rafales continuèrent sans arrêt pendant deux à trois minutes, ce qui me sembla une éternité.** J'avais perdu Chris Wenner de vue et savais seulement qu'il était dans le cimetière. Avec moi dans la chapelle il y avait quelques jeunes filles et garçons et deux enfants de six ou sept ans qui se serraient l'un contre l'autre juste derrière moi, dans un coin. Ils priaient aussi et faisaient le signe de la croix. Il y avait du sang par terre et j'ai compris que quelques-uns étaient mortellement blessés. Un instant je me hasardais à regarder par une des fentes qui servent de fenêtres à la chapelle. Je vis Chris, abrité derrière une tombe, la caméra près de lui, il filmait".
(Steve Cox - Independente 22/11)

"Les jeunes qui n'avaient pas réussi à s'échapper







Quelques-uns des tués:

Procópio do Rego

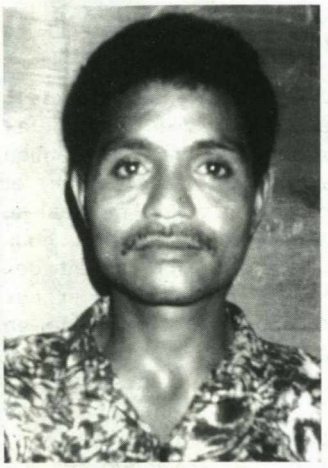
António Alves

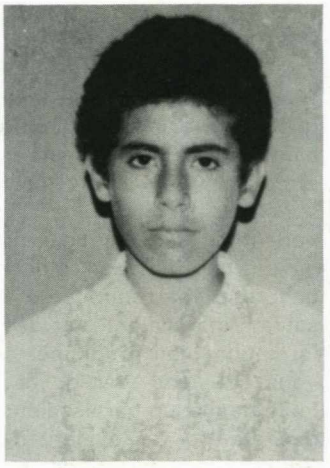
Simplício de Deus

Porfírio da Costa

Domingos Segurado

Jorge Avelino Gusmão





Victimes:

- MORTS: Des témoins oculaires ont vu cinquante (50) corps (cadavres) être jetés, comme des objets, dans deux camions; un témoin digne de foi dit qu'ils étaient 80 les cadavres jetés n'importe comment dans les voitures, et d'autres mis dans des sacs (carol).
  Au milieu du jardin, beaucoup de jeunes ont été battus et tués. Ce fut une scène horrible. Un infirmier dit qu'il a lui-même 'rangé' 72 cadavres!!!
- BLESSÉS: **Les jeunes qui n'avaient pas réussi à s'échapper furent l'objet des plus féroces scènes de coups: coups de poings, de pieds, de casse-têtes, de baïonnettes, et quelques uns poignardés à sang froid, dans le ventre, dans la poitrine, etc...**
  Les blessés, ceux que moi-même ai vu à l'hôpital militaire de Lahane, étaient 90, tous en état très grave!!!
- jusqu'aujourd'hui les cadavres n'ont pas été rendus aux familles.
  (Mgr Belo - Note officieuse, 14/11)

"Ceux qui étaient tombés furent laissés là où ils se trouvaient, à perdre leur sang. (...) **À l'intérieur du cimetière, j'ai vu des soldats commandés par des officiers en civil, se déplacer méthodiquement entre les tombes à la recherche de manifestants blessés et de fugitifs. Lorsqu'ils les trouvaient, ils leur donnaient des coups de pieds, les frappaient avec les crosses de fusils et des bâtons, aussi bien ceux qui étaient gravement blessés que ceux qui ne l'étaient pas.** Je filmais tout cela malgré les cris et les indicateurs des soldats pointés vers moi. Ils avaient cessé de tirer, mais dans leur schéma de mouvements méthodiques ils n'avaient pas encore réussi à me prendre dans le centre du cimetière. Plusieurs jeunes m'entouraient, pensant que moi, comme étranger, pourrais leur offrir une quelconque protection. L'un d'eux versait son sang par l'estomac, un autre utilisait sa chemise comme pansement pour la partie inférieure, déchiquetée, d'une de ses jambes, et un troisième était tout simplement paralysé de terreur. Il répétait sans cesse: 'nous allons tous mourir, nous allons tous mourir. Je vais mourir, par faveur, aidez-moi'. Mais je ne pouvais pas les aider. **Tout ce que j'ai pu faire fut d'enterrer ma cassette de vidéo dans une tombe avant d'être moi-même arrêté**, et leur promettre que cette fois-ci le massacre effectué par les militaires indonésiens ne se perdrait pas dans les noeuds des évasives internationales et des mensonges indonésiens, comme cela est arrivé tant de fois durant les 16 dernières années de l'histoire du Timor Oriental, au long desquels près d'un timorais sur trois -environ 200.000 sur 650.000- sont morts. Dans ce cas, la présence de plus de sept témoins oculaires étrangers pourra être d'une certaine utilité".
(Chris Wenner - Público 21/11)

furent l'objet des plus féroces scènes de coups"

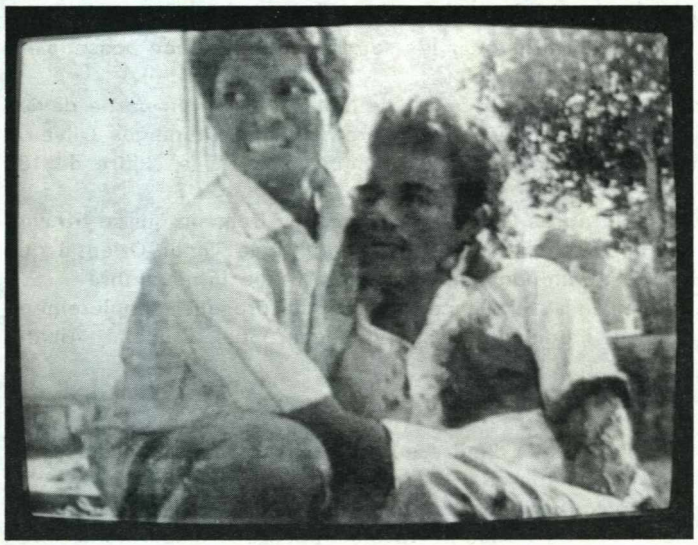


Photo Yorkshire TV

"Lorsque les fusils mitrailleurs se turent je regardais une fois encore à l'extérieur. En groupes de cinq, les soldats indonésiens parcouraient le cimetière, on entendait une rafale de temps en temps. C'est ainsi qu'ils mettaient fin aux gémissements des blessés. Je mis mon appareil de photo dans le sac. Il ne me restait plus qu'à attendre. Soudain la porte de la chapelle s'ouvre. Chris Wenner n'arrive pas à entrer. Un groupe de militaires le traîne dehors et commence à le frapper. Quelques minutes plus tard d'autres arrivent et mes compagnons de refuge subissent le même sort. Puis c'est mon tour. Je me rappelle parfaitement de l'heure, il était 8 heures 1/2 du matin. (...) Dans le dos, sur la poitrine et dans le cou je sens les canons des fusils, les lames des baïonnettes et des couteaux. **L'officier en civil n'arrête pas de me crier: 'Qu'est-ce que vous faites ici? Je vous ai sauvé la vie. Vous n'avez rien à faire ici. Je vous ai sauvé la vie. Vous avez tout vu'.** (...) pendant tout le chemin ils continuent à me battre jusqu'à me faire entrer dans une fourgonnette. (...) Sans aucune raison le soldat indonésien continue à me battre dans la fourgonnette".

(Steve Cox - Independente 22/11)

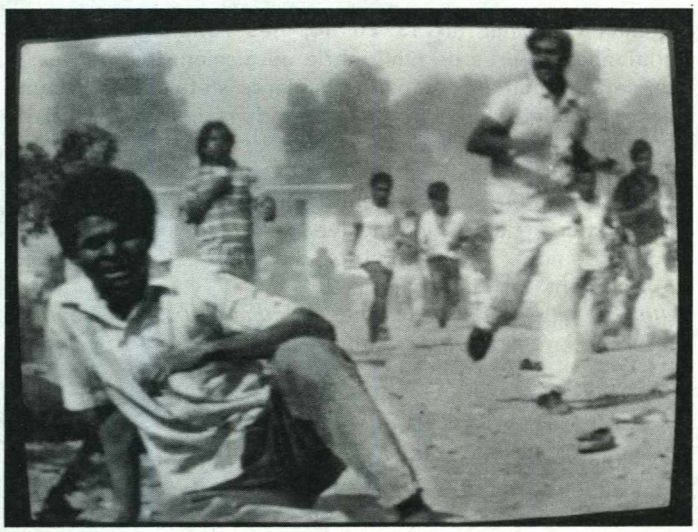


Photo Yorkshire TV

"Beaucoup de jeunes qui se trouvaient déjà dans le cimetière essayèrent de s'enfuir du côté opposé en sautant les murs, mais l'opération était planifiée pour une exécution massive, lorsqu'ils atteignaient le sommet du mur ils étaient balayés par de nouvelles rafales, par les indonésiens qui étaient cachés dans les jardins voisins. (...)

Les cadavres étaient traînés, puis deux hommes prenaient les corps et les balançaient dans les camions; là haut, deux autres hommes poussaient les cadavres avec les pieds, pour faire de la place. Le comptage par plusieurs témoins fut facile, montant jusqu'à 50 (cinquante).

Les cadavres continuaient à arriver. Il en sortait aussi de l'intérieur du cimetière, ou étaient amenés des jardins qui entourent le cimetière de deux côtés.

Jusqu'à 9 heures 15, au moins 3 camions 'Hinos' partirent de Santa Cruz chargés de cadavres qui étaient empilés les uns sur les autres.

Là, à Santa Cruz, les ordres étaient donnés comme émanant du Panglima [*général Warouw*].

Vers 9h10 encore, un jeune essaya de s'enfuir, courant à travers le cimetière militaire. Deux soldats le suivirent, tirèrent par terre; le jeune homme s'arrête, l'un des soldats court, prend son élan, et donne un grand coup-de-pied dans le dos du jeune qui tombe la face contre terre. Des renforts du Bataillon 744 arrivés quelques instants auparavant, vêtus de camouflés et positionnés avec les armes chargées, voyant que ce soldat ne tirait pas sur le corps du jeune homme, ils crièrent pour protester.

L'un ou l'autre indonésien a senti une révolte intérieure en voyant de tels excès de brutalité, depuis le massacre planifié jusqu'aux exécutions par coups-de-couteaux répétés. En voyant ces visages calmes, et beaux (disaient-ils) ils se lamentaient sur tout cela.

Les indonésiens déshabillèrent les cadavres, même le néo-zélandais et les jeunes étudiantes, et brûlèrent les habits. De quelques poches tombaient des chapelets et des images religieuses; même quelques cartes d'étudiants... Domingos dos Santos [*garçon originaire de*] (Ermera), Olinda Marques [*fille originaire de*] (iliomar)...".

(témoignage écris, transmis par un prêtre qui ne peut pas être identifié - 20/11)

Photo Yorkshire TV

Poursuites et massacres continuent:

Le massacre ne s'arrêta pas à la porte du cimetière. Certains témoins assurent que les cases dans un rayon d'environ 500 mètres furent fouillées pour voir si elles abritaient des manifestants qui avaient pu s'échapper, les représailles s'étendant alors à ceux qui les avaient abrités. Plus tard elles s'étendirent à toute la ville car les services d'information possédaient d'amples listes de suspects.

Les blessés qui se dirigeaient vers les hôpitaux civils (le public et celui de la paroisse de Motael) furent en partie déviés sur l'hôpital militaire o ils sont maintenus sous prison, 14 d'entre eux y moururent le premier jour. Domingos Oliveira, leader timorais résidant en Australie rapporte qu'un médecin militaire indonésien non-identifié a fourni le chiffre de 183 victimes mortelles.

Alors que la plupart des témoins étrangers ont quitté Dili rapidement après le massacre, Anthony Balmain qui se trouvait au Timor Oriental le 12 novembre mais hors de Dili, il est revenu dans la capitale et n'a quitté le Timor Oriental que quelques jours plus tard. Il fait état d'autres représailles hors de Dili et d'un nouveau massacre à Dili le 15 novembre.

Partis les derniers journalistes et renforcées les mesures de surveillance, le silence est retombé presque complètement. Des exécutions ou disparitions sont signalées à Lospalos, Baucau, Fatumaca, Ossu, Viqueque, Suai, Zumalai, Ainaro, Maubisse, Maliana, mais les informations sont imprécises.

"Pendant le reste de la matinée nous avons encore entendu des coups-de-feu dans d'autres parties de la ville"
(Amy Goodman - Público 13/11).

"**Un témoin timorais a vu des militaires entrer dans les maisons à proximité du cimetière, accusant leurs occupants d'avoir caché des gens et fusillant des familles entières.** Les coups de feu hors du cimetière auront eu lieu dans un périmètre de 500 mètres au nord et au sud.

J'ai parlé avec des gens qui ont assisté, durant tout le reste du jour et la nuit, à l'arrestation de personnes dont on ignore jusqu'aujourd'hui où elles se trouvent. (...) Ces disparitions de timorais après des opérations militaires indonésiennes n'ont pas lieu seulement à Dili. On a connaissance de situations semblables dans la ville de Baucau où ont disparu 25 personnes avant ce massacre et 40 déjà après.

À Ainaro, selon un membre de la communauté religieuse locale on continue à ignorer où se trouvent entre 75 et 80 timorais, deux d'entre eux disparus déjà après le massacre du 12 novembre.

Lospalos, dans la pointe Est de Timor, est un des autres endroits où auraient été effectuées des disparitions après le massacre de Dili, celles-ci au nombre de 18."
(Anthony Balmain - Público 25/11)

"**Pendant la nuit du 13 au 14, des 'Unimogs' couverts stationnèrent près de l'infirmerie où gisaient les blessés. À un certain moment toutes les lumières s'éteignirent, même dans la ville.** Dans l'infirmerie et dans les 'Unimogs' on entendait des gémissements... les Unimogs s'en allèrent. (...) parce que chaque survivant est un témoin; parce que beaucoup de blessés faisaient déjà partie de la 'liste noire'; parce que chaque indonésien sait que la volonté du gouvernement indonésien est d'exécuter tous ceux qui n'acceptent pas l'intégration".
(témoignage écris d'un témoin oculaire, transmis par un prêtre qui ne peut être identifié)

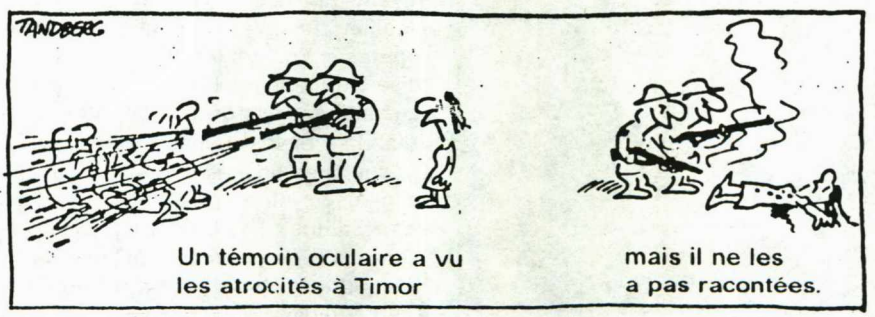
Nouveaux massacres collectifs.

"Le 15 novembre, un peu avant midi, il y a eu un massacre à Be-Mussi, localité proche de Comoro, dans la banlieue de Dili. **J'ai entendu des rafales d'armes automatiques qui ont résonné dans tout le val durant environ 45 secondes. Ensuite, pendant les 30 secondes suivantes, on a seulement entendu des coups-de-feu sporadiques.**

J'ai parlé avec un timorais qui a vu des camions pleins de personnes transportées vers l'exécution. Il estime que entre 60 et 80 timorais ont été emmenés dans 4 camions vers le local de l'exécution et sépulture".
(Anthony Balmain - Público 25/11)

Le dimanche 17, vers minuit, **10 personnes ont été massacrées, apparemment parce qu'elles avaient été témoins du massacre du 15 à Be-Mussi.** Des informations postérieures (Expresso 11/1/92) identifient l'une de ces victimes comme étant Francisco Vilanova (22 ans) et indique parmi les autres des femmes enceintes.

Le lundi 18, **sept personnes, 5 femmes et deux enfants** (Inês da Silva Soares, 29; Maria de Fatima, 19; Liberata Mendes, 17; Teresita, 17) **furent tuées apparemment parce qu'elles avaient été témoins du massacre du jour précédent.**
(source de la résistance timoraise, Público 25/11)



arrestations en Indonésie

Le 19 novembre, une centaine de personnes, la plupart des universitaires timorais étudiants à Djakarta, réalisent une manifestation pacifique devant le siège des Nations Unies à Djakarta. Ils protestaient contre le massacre du 12 novembre et exigeaient le retrait des Forces Armées indonésiennes du Timor Oriental: 70 ont été embarqués de force dans des camions. "Nous en avons déjà libéré 49 mais 21 sont encore sous enquête" déclare le général Try Sutrisno le 26 novembre, mais ceux qui sont encore détenus sont soumis à de mauvais traitements. Le colonel Wagiman, commandant de la police, a fait savoir que les prisonniers étaient accusés de crimes contre la sûreté de l'État, passibles de 7 ans de prison, mais que quelques-uns pourraient être accusés de subversion, qui peut aller jusqu'à la peine de mort.

Pour le nouveau commandant militaire de Dili, le général Theo Syafei, **"l'incident de novembre pouvait refléter les aspirations du peuple, mais c'était une rébellion"**. C'est cette logique et cette conception de la légalité qui sont à la base des jugements que l'Indonésie réalise ou prépare. Les timorais peuvent-ils être jugés pour rébellion contre l'Indonésie alors que c'est l'Indonésie qui enfreint les lois internationales et les résolutions de l'ONU? La communauté internationale, qui a condamné l'expulsion de palestiniens des territoires occupés par Israel, ne devrait-elle pas de la même manière refuser à l'Indonésie le droit de juger les habitants du territoire timorais qu'elle occupe illégalement?

Le 24 novembre, d'autres étudiants timorais sont arrêtés à Bali (6), Subaraya (6) et Bandoung (9).

À Bali des militaires en civil se sont présentés à la maison où vivaient six étudiants timorais sous le faux prétexte de réaliser des prières selon la coutume hindoue, mais des agents secrets armés qui avaient encerclé la maison, en profitèrent pour l'envahir et emmenèrent les six étudiants à la police ainsi que le matériel (TV, radio, magnétophone, téléphone) et des documents. D'autres militaires entrèrent dans l'appartement et y déposèrent des grenades, après quoi ils obligèrent d'autres étudiants timorais à venir constater l'existence de grenades dans la maison de leurs collègues, afin de pouvoir les accuser. Les étudiants arrêtés n'ont pas pu être visités par des avocats de leur choix ni par les familles.

Photo Reuter

Manifestant embarqué par la police, à Djakarta.

Janvier 1992 - escadrons de la mort

Début janvier, Mgr Belo déclare dans une interview téléphonique *(Expresso 11/1/92)* que le calme n'est pas encore revenu à Dili. La ville est "prise d'assaut" par des groupes de civils armés et masqués constitués de timorais et d'indonésiens. Ils **"attaquent les maisons des personnes considérées favorables à la résistance et maltraitent ceux qui s'y trouvent"** dit l'évêque.

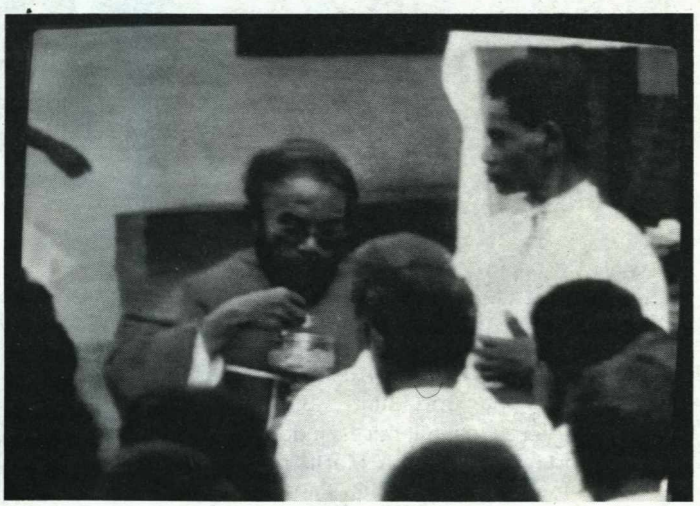


Photo Yorkshire TV

Le Père Ricardo, soumis à interrogatoires prolongés.

Quelques instants avant ce coup de téléphone, dit-il, il a reçu la visite d'une mère: **"une mère de plus est venue à la maison épiscopale raconter que son fils avait été frappé dans la rue, et abandonné presque mort"**. Lorsque le journaliste demandait le nom de ce jeune homme la communication fut coupée. Quelques semaines auparavant le journal Kompas avait demandé au général Warouw s'il était vrai que des groupes armés et masqués sèment la terreur à Dili, le commandant militaire de la ville répondit cyniquement: **"Je ne les ai jamais vus, donc je ne sais pas s'ils existent vraiment. Peut-être que ce n'est que des rumeurs"**. *(Kompas 24/11)*

Le Père Ricardo, vicaire général du diocèse et curé de la paroisse de Motael, a été soumis à de nombreux interrogatoires **"qui sont arrivés à durer 9 heures"** et il se trouverait en état d'épuisement physique et moral.

Dans son message de Noel, où il appelle à la réconciliation chrétienne, Mgr Belo transmet de que sentent les timorais mais que lui seul, par son statut social peut exprimer: **"Nous nous sentons tous atteints avec les fils et les amis blessés, emprisonnés, tués. Nous vivons dans une ambiance de terreur. Nous n'avons pas de repos. (...) Avant de terminer, une fois de plus, l'évêque vous rappelle qu'il prie pour vous, il est avec vous, souffre avec vous, est en union avec vous, vit ou mourra avec vous"**.

Les témoins étrangers:

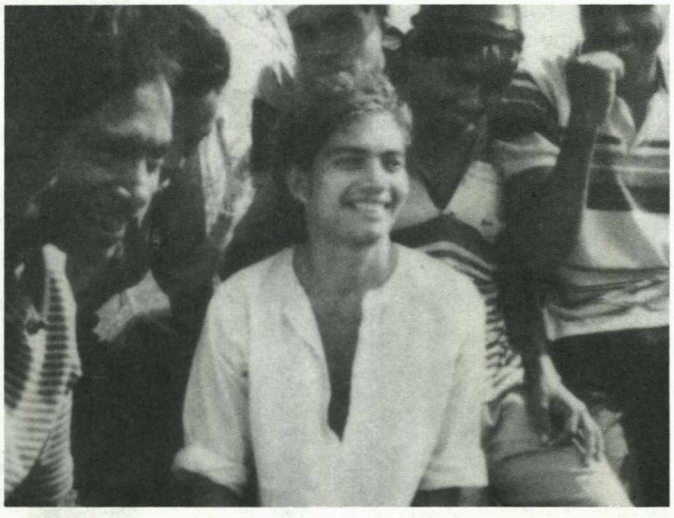
1. **Allan Nairn (USA)**. Journaliste free-lancer collaborateur du New Yorker, présent à toute la manifestation, blessé par coups à la porte du cimetière (fracture cranienne).
2. **Amy Goodman (USA)**. Journaliste de la radio WBAI-Pacifique (New York) présente à toute la manifestation et maltraitée à la porte du cimetière.
3. **Chris Wenner (GB)**. Journaliste de Workshire Television, a filmé la messe, la manifestation, l'intérieur du cimetière. Arrêté et détenu, son dernier film lui a été enlevé par les militaires, mais il avait caché le premier dans le cimetière, il est allé le rechercher pendant la nuit.
4. **Steve Cox (GB)**. Reporter photographique, présent à la manifestation puis caché dans la chapelle du cimetière, arrêté et battu.
5. **Russell Anderson (Australie)**. Journaliste, accompagnait la manifestation et se trouvait hors du cimetière, près du portail lorsque commença la fusillade.
6. **Bob Muntz (Australie)**. Membre de Community Aid Abroad's South-East Asian, accompagnait la manifestation et se trouvait hors du cimetière, près du portail, lorsque commença la fusillade. Blessé par balle.
7. **Saskia Kowenberg (Hollande)**. Journaliste, n'a pas suivi la manifestation, elle se rendait au cimetière lorsque la fusillade éclata.
8. **Renato Stefani (Japon)**. Missionnaire catholique d'origine italienne. Présent à Dili, il ne s'est rendu au cimetière qu'après le massacre.
9. **Anthony Balmain (Australie)**. Journaliste, se trouvait au Timor Oriental mais pas à Dili le 12 novembre. Revenu à Dili, il a entendu les coups de feu et recueilli des témoignages sur le massacre du 15 novembre.

Heureusement il y avait des témoins étrangers...

Sans la présence de témoins étrangers, sans les images qu'ils ont pu en rapporter, le massacre du 12 novembre à Dili n'aurait été qu'un massacre de plus parmi tant d'autres. L'opinion publique internationale n'en aurait rien su et la plupart des gouvernements auraient pu feindre qu'ils ignorent eux aussi ce qui se passe au Timor Oriental, comme ils le font depuis 16 ans.

Si c'est l'isolement de Timor, l'absence de journalistes, qui a permis que l'Indonésie y effectue un véritable génocide sans que l'opinion publique ne s'en émeuve, on comprend mieux les réactions des autorités indonésiennes contre les journalistes: nier leur présence, démentir leurs informations, et même les accuser d'être eux-mêmes les responsables des faits qu'ils rapportent.

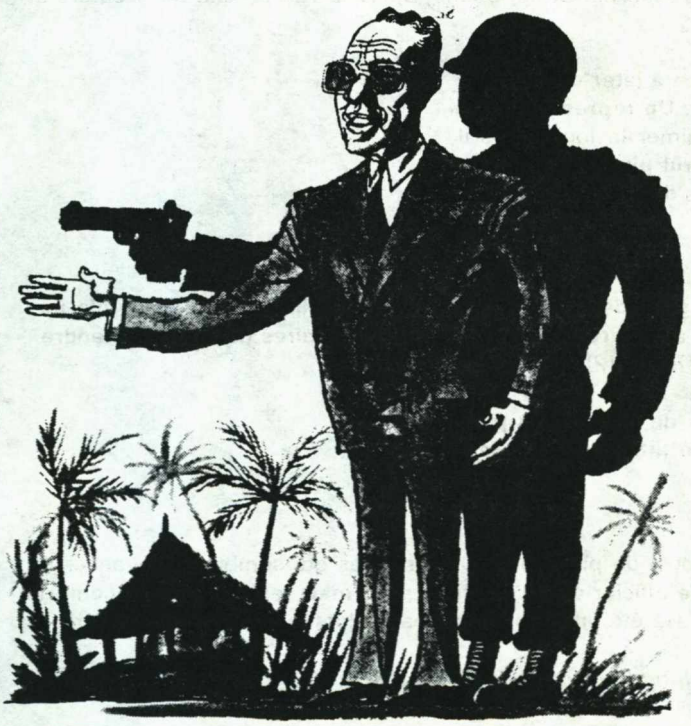
Le Timor Oriental était déjà l'un des endroits au monde où les journalistes affrontaient le plus d'obstacles pour exercer leur profession, l'Indonésie promet un renforcement de ces difficultés.



- **Kamal Bamadhaj (Nouvelle Zélande)**. Étudiant à l'université de Sidney (Australie). Interprête de Bahasa indonésien pour Bob Muntz. Blessé par balles à la porte du cimetière, les militaires indonésiens ont retardé son transport par M. Anton Marti, responsable de la Croix-Rouge Internationale à Dili. Mort à l'hôpital.

et les porte-parole indonésiens:

- **Rudini** . Ministre de l'Intérieur.
- **Ali Alatas**. Ministre des Affaires Étrangères.
- **Général Benny Murdani**. Ministre de la Défense.
- **Général Try Sutrisno**. Chef d'État-Major des Forces Armées indonésiennes.
- **Général Sintong Panjaitan** Commandant de la 9ème Région Militaire à Bali, dont dépend Timor.
- **Lieutenant-colonel Anton Tampodang**. Porte-parole du Commandement de la 9ème Région Militaire.
- **Général Rudolph Warouw**. Commandant Militaire du Timor Oriental.
- **Mario Carrascalão**. Timorais, gouverneur du Timor Oriental nommé par les occupants indonésiens.
- **Roni Sikap Sinuraya**. Directeur général de l'Immigration.



Ali Alatas, la face 'respectable' du régime indonésien vu par 'The Economist' 30/11/91

"Il n'y avait pas de journalistes étrangers au Timor Oriental le 12 pour voir ce qui s'est passé"
(Rudini - Ministre de l'Intérieur)

"Si la presse étrangère parle de 100 morts, je puis dire que ce nombre est exagéré"
(Général Try Sutrisno - Conf. de presse au palais présidentiel le 13/11 - Kyodo 13/11).

"Les nouvelles de la presse étrangère sont déformées"
(Ali Alatas - Djakarta 15/11)

"Les deux journalistes [*américains*] **sont suspects de participation dans l'incident de Dili... ils ont abusé de leur visa parce qu'ils ont mené des activités journalistiques durant leur séjour en Indonésie".**
(Roni Sikap Sinuraya - The Nation, Bangkok, 5/12)

"Les cinq journalistes étrangers sont impliqués dans les incidents... et interdits d'entrer en Indonésie"
(Général Try Sutrisno - The Nation, Bangkok, 5/12)

"L'effet d'agitation causé par la présence de journalistes sur le comportement des manifestants est bien connu".
(Jakarta Post, cité in Far Eastern Economic Review, 5/12)

"Peut-être est-il préférable de fermer la frontière de nouveau. **Depuis l'ouverture du territoire le chaos s'est installé. S'il reste ouvert le chaos se maintiendra. La venue d'une mission de l'ONU viendrait seulement lancer la confusion".**
(M.Carrascalão - Editor, cité in Público 10/12)

"La vigilance sur les visiteurs étrangers au Timor Oriental doit augmenter à partir de maintenant et, s'il se prouve que ce ne sont pas des touristes vulgaires, ils devront être empêchés d'entrer dans le territoire".
(Ministère des Affaires Étrangères - Rapport sur la visite du Prof. Kooijmans)

Les autorités indonésiennes n'ont eu aucune difficulté à s'accorder pour accuser les journalistes étrangers, il n'a pas été aussi aisé de construire une version crédible pour:

- **réduire les dimensions du massacre,**
- **Contredire l'ensemble des témoins,**
- **Justifier ce qu'elles n'arrivaient plus à nier.** ⇒

Prétendues provocations...

Les autorités indonésiennes ont cherché des raisons qui puissent justifier la gravité du massacre aux yeux de leurs alliés. S'il eut été plausible que les 6 journalistes étrangers qui accompagnèrent la manifestation n'aient pas vu une provocation isolée, l'abondance des faits présentés rendait cela impossible. À vouloir trop prouver, les autorités indonésiennes se sont elles-mêmes discréditées.

Le rapport du Ministère des Affaires Étrangères dut exercer un choix, les justifications les moins crédibles durent être abandonnées:

- l'ordre mal compris par des subordonnés *(généraux Panjaitan et Warouw)*,

- la présence d'une centaine de séparatistes clandestins armés de fusils portugais *(colonel Tampodang)*,

- la mort d'un officier indonésien *(Ali Alatas)*.

Les faits conservés sont-ils plus vrais ou seulement moins évidemment faux?

- Les militaires blessés à l'arme blanche ou les lancements de pierres durant le parcours ont été niés par tous les témoins étrangers. Un incident isolé en fin de cortège a pu se produire sans être vu, mais pas les faits suivants.

- Le lancement, à la porte du cimetière, d'une grenade qui n'explosa pas; des coups-de-feu qui n'atteignirent personne; des mouvements menaçants de la foule contre des centaines de militaires... armés de fusils-mitrailleurs; ne pouvaient passer inaperçus aux témoins étrangers présents sur place. Or tous nient fermement ces faits.

Quelle confiance mérite un rapport officiel du Ministère des Affaires Étrangères *(rapport sur la visite du Prof. Kooijmans)* **qui maintenait encore le nombre de 20 victimes mortelles, nombre corrigé depuis pour 50.**

Quelle confiance mérite le chiffre de 50?

"Sur le chemin du cimetière de Santa Cruz les manifestants ont déployé des drapeaux du Fretilin et transportaient des banderolles, des instruments pointus et de longs couteaux, provoquant le personnel de sécurité. Le personnel de sécurité persuadait les manifestants au calme. Beaucoup étaient tellement excités qu'**ils ont sérieusement blessé un major**, second-commandant de Bataillon. Ce brutal évènement a apparemment obligé les forces de sécurité à réagir".
(note de presse de l'ambassadeur indonésien en Australie - The Age 14/11)

"L'incident a commencé lorsque l'armée a découvert que **plus de 100 séparatistes clandestins armés de fusils de fabrication portugaise G3 et de grenades**, étaient venus à Dili se joindre aux manifestants".
(Lt-Colonel A. Tampodang - journal Berita Buana, Djakarta 13/11 - cité par Reuters et The Age 14/11)

"La foule était vraiment turbulente et obstinée. **Ils ont commencé à jeter des pierres contre les maisons, à crier des slogans et à agiter des drapeaux. Un représentant du commandant militaire** (Major G. Lantara) fit des efforts pour calmer la foule mais il **fut blessé avec des coupe-coupes, emmené à l'hôpital où il mourût plus tard.** (...) Les Forces Armées indonésiennes sont totalement disciplinées, mais **des coups-de-feu et plusieurs grenades sont venus de la procession**".
(Ali Alatas à Seoul - The Age 15/11)

"Devant le cimetière **une grenade a été jetée contre les militaires mais elle n'a pas explosé. Les manifestants avancèrent menaçants et les militaires durent se défendre**"
(Ali Alatas - interview à RTP 10/12)

"Les troupes à Dili ont agi seulement après que les tentatives de persuasion pour briser la manifestation aient échoué et que les soldats aient été attaqués. **'Le seul choix était tuer ou être tué'**".
(Général Sintong Panjaitan - The Age 14/11)

Se trouvant devant une foule de plus de 3000 personnes qui semblaient avancer de façon menaçante, **Un jeune officier a crié 'ne tirez pas', mais les soldats ont compris qu'ils devaient faire feu.** Ça a été une confusion des soldats qui ont tiré à cause de la tension".
(Généraux Warouw et Sintong Panjaitan - Reuters, The Age 15/11)

"Il n'y a pas eu de raison forte pour obliger à la fusillade".
(Mario Carrascalão, Gouverneur du Timor Oriental - Agence Lusa, Público 14/11)

et déclarations véritablement provocantes!

La procession **"semait le chaos"** avec des banderolles contenant des slogans contre le gouvernement et en criant **"beaucoup d'idées inacceptables"**. En réponse ont été tirés des coups-de-feu en l'air **"mais ils persistèrent dans leurs désordres. L'armée ne peut pas être sous-estimée. Finalement il a fallu tirer dessus. Des délinquants comme ces agitateurs doivent être tués, et ils le seront lorsque cela sera nécessaire"**. Le Centre d'Information de l'armée à Dili savait qu'ils étaient préparés pour manifester lors de la visite des parlementaires portugais. **"Maintenant la situation est sous contrôle. ABRI** [*Forces Armées indonésiennes*] **est décidé à liquider tous ceux qui troublent la stabilité"**.

(Général Try Sutrisno, lors d'une réunion d'officiers à l'Institut National de Défense -Lemhanas- Jayakarta 14/11, cité in The Guardian et Amnesty International 21/11)

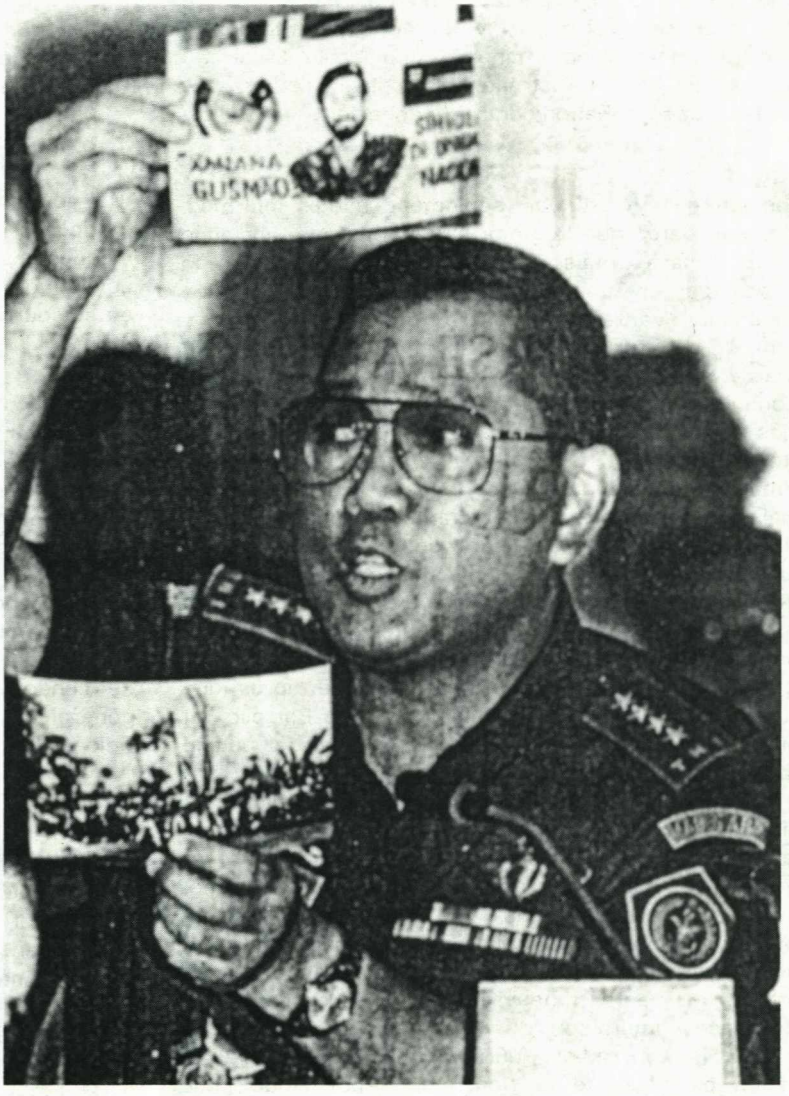


Photo Reuter

"C'était une manifestation de l'ennemi, c'est clair... ils transportaient des drapeaux du Fretilin et des peintures de Xanana. (...) Je pense que vous ne vouliez pas voir nos Forces Armées désarmées par cette populace".

(Général Try Sutrisno, montrant au Parlement indonésien des photos de la manifestation - Reuter 27/11)

"Dans une zone d'opérations militaires, le devoir de tout soldat est de détruire l'ennemi"

(Général R. Warouw Editor, cité in Expresso 14/12)

De telles menaces ne sont pas nouvelles, le général Benny Murdani, Ministre de la Défense, les avait déjà formulées après une visite que l'ambassadeur des USA effectua à Dili en janvier 1990.

"Je vous l'ai déjà dit, si vous essayez d'organiser votre propre État, et si le mouvement est fort, suffisamment fort, il sera écrasé par ABRI. ABRI peut échouer la première fois, mais il recommencera une deuxième fois, et une troisième fois. Il y a déjà eu des rébellions plus importantes, il y a eu de plus importantes différences d'opinion avec le Gouvernement que ce petit nombre qui se nomme à lui-même Fretilin. Quelques soient leurs sympathisants ici, **nous les écraserons tous! Je répète, nous les écraserons tous!"**

(Général Benny Murdani - discours aux fonctionnaires publics timorais, Dili 3/2/90)

Le monde découvre l'enfer de Timor!

Une armée régulière tirant des centaines ou des milliers de coups de feu sur une foule pacifique et sans défense, en présence de journalistes étrangers, a fini par attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur le Timor Oriental. Pendant 16 ans ce territoire a été victime d'un génocide qui est resté ignoré des grands courants de l'opinion mondiale parce que les militaires indonésiens avaient isolé Timor, et les gouvernements qui connaissaient la situation étaient davantage préoccupés de leurs relations économiques ou stratégiques avec l'Indonésie.

Le film du massacre vient modifier cette situation. Les témoins ont dit, et l'on s'en rend compte en voyant le film, que les jeunes, étaient excités pour avoir réussi à manifester sans que la police et l'armée ne s'y opposent.Avec la présence de journalistes étrangers ils espéraient que leur message serait entendu et que le monde serait plus attentif à leur situation. Les images contredisent la version indonésienne d'une "foule menaçante". Filmé à l'intérieur du cimetière, alors que la fusillade a lieu à l'extérieur, le spectateur est épargné des scènes les plus violentes. Il voit arriver les blessés ou, au loin, les militaires qui frappent des victimes déjà tombées, on imagine le reste.

Le journaliste qui filme la scène, caché entre les tombes et montré du doigt par les militaires assassins, est-il lui-même à l'abri de cette fureur? Le spectateur n'en est pas sûr...

Il est normal que ceux qui ont vu le film sentent le désir de faire quelque chose pour ces jeunes, victimes d'une machine militaire que l'on sent déterminée et implacable. C'est ce qui explique que dans des lieux aussi divers que le Portugal et l'Indonésie, les USA, l'Australie, le Japon, la Malaisie, Hong-Kong et Macau, des gens soient descendus à la rue pour manifester leur réprobation contre l'Indonésie.

Portugal

La population n'y est pas seulement mieux informée, globalement, parce que le Timor Oriental est une ancienne colonie portugaise, mais elle attendait avec curiosité la visite des parlementaires portugais qui a été annulée quelques jours avant le le massacre.

Le film de la Yorkshire Television diffusé par la TV portugaise est venu montrer ce que beaucoup soupçonnaient déjà grâce à des informations souvent clandestines mais qui avaient qui avaient gagné crédit par leur fiabilité.

Les images ont provoqué une ample réaction. Un deuil national a été décrété. les étudiants portugais se sont mobilisés spontanément réalisant des manifestations de rues dans plusieurs dizaines de villes. Ils exigeaient que les autorités du pays se montrent plus actives au niveau de la diplomatie internationale pour obtenir les appuis nécessaires à une solution politique: "Paroles non, des actes!" criaient les manifestants à Lisbonne après que l'épouse du Président de la République, Maria Barroso, ait prononcé quelques mots de solidarité avec le peuple timorais.

Mais la vague a atteint toute la société: syndicats et organisations patronales, journalistes et publicitaires, footballeurs et artistes plastiques, radio-amateurs et chanteurs, écrivains et avocats, églises catholique, protestantes, et le Centre d'Études Islamiques... d'innombrables initiatives ont rendu concrète cette solidarité: une minute de silence à l'échelle nationale; des concerts et des ventes d'oeuvres artistiques en faveur de la résistance timoraise; des campagnes publicitaires gratuites à la TV, radios, journaux, placards extérieurs; occupation pacifique de la Nonciature Apostolique pour exiger que le Pape parle de Timor; remise d'un baril de pétrole à l'ambassade d'Australie...

Australie

C'est, aux côtés du Portugal, le pays où la réaction a été la plus forte. La proximité de Timor (500 kms), une forte colonie d'exilés timorais, et aussi la mauvaise conscience que ressentent beaucoup d'australiens face aux choix de leur gouvernement qui a fait de l'Indonésie un partenaire privilégié et reconnu l'intégration de Timor Oriental que l'ONU refuse de ratifier.

De nombreuses manifestations de rues ont eu lieu, en particulier face à l'ambassade et aux consulats indonésiens. Les syndicats ont décrété plusieurs actions de boycottage aux bateaux et avions partant pour l'Indonésie, ou au courrier destiné à son ambassade.

Japon

Le premier pays investisseur en Indonésie est aussi l'un des plus sensibles à la question du Timor Oriental que les japonais avaient eux aussi occupé lors de la deuxième guerre mondiale. Le Japon est le pays au monde où il y a le plus grand nombre de groupes de solidarité formellement constitués pour appuyer le droit des timorais à l'indépendance. Des manifestations et réunions ont eu lieu dans plusieurs villes.

La Conférence Épiscopale catholique a adressé une lettre de condoléances à Mgr Belo et envoyé au Secrétaire général de l'ONU une lettre pour appuyer l'appel de Mgr Belo en faveur d'un référendum.

France

'France Libertés' a organisé une Conférence de Presse à Paris, à laquelle ont participé Danielle Mitterand et José Ramos Horta, le porte-parole du CRNM (Conseil National de la Résistance Maubere).

Rémy Baumann, président de Médecins Sans Frontières, a annoncé l'intention d'envoyer des médecins à Timor dès que l'Indonésie le permettrait. Timor Oriental est avec le Thibet et le Sahara occidental, l'un des uniques territoires où MSF n'a jamais pu entrer.

Canada

Les Églises catholique, méthodiste, presbytérienne et Congrégationaliste ont demandé au Gouvernement de faire pression sur le Gouvernement indonésien pour qu'il renonce à l'usage de la force militaire et permette un processus d'autodétermination du peuple de Timor Oriental.

Le président du Conseil Canadien des Églises défend que la suspension des aides économiques à l'Indonésie décidée par le Gouvernement n'est pas suffisante et que celui-ci doit mettre un embargo à la vente d'armes.

The Age, Washington Post, The Times, Guardian, New York Times...

Les droits de l'homme tombent dans la 'fosse de Timor' *

Il est maintenant clair que, même après 16 ans de dur contrôle militaire, beaucoup de timorais ne se considèrent pas indonésiens. La tragédie de cette semaine renforce les demandes, parmi eux et au niveau international, d'un acte d'autodétermination.

* [La fosse de Timor (Timor gap) riche en pétrole a fait l'objet d'un accord d'exploitation entre l'Indonésie et l'Australie. Cet accord est contesté par le Portugal qui en a saisi la Tribunal International de La Haye]

(The Age (Australie) - éditorial 14/11/91)

Les morts du Timor Oriental

Par chance, deux journalistes américains se trouvaient au Timor Oriental à l'instant et au lieu exact où les forces de sécurité ouvrirent le feu. (...)

Revenant aux années 1970, la plus grande partie du monde avait plus à penser qu'à un territoire colonial éloigné appelé Timor Oriental. Le gouvernement américain était angoissé par le Vietnam, et peu préparé pour s'engager dans une cause qui ne pourrait que compliquer ses relations avec son allié anti-communiste à Djakarta. Mais cela était en ce temps là. **Aujourd'hui, le conflit Est-Ouest dépassé, presque tout le monde est mieux préparé pour considérer les légitimes appels à l'autodétermination. Il est temps de retirer la question du Timor Oriental des oubliettes et de lui donner la priorité que la justice -et maintenant le sentiment international- exigent. Les USA, qui ont longtemps appuyé l'Indonésie au long de ces années, devraient être capables d'exercer leur influence en faveur de cette question.** (...)

L'Indonésie a l'opportunité de retirer l'épine du Timor Oriental, d'abandonner un exercice de colonialisme terceiro-mondiste, qui constitue un embarras persistant pour un pays qui cherche le respect et un rôle plus important".

(Washington Post - éditorial 20/11/91)

Une île d'oppression.

Deux massacres de civils timorais ont amené, de force, ce peuple oublié et brutalisé face à la conscience du monde. La résistance dit que l'annexion indonésienne a coûté la vie à environ 200 000 civils durant les 16 dernières années.

Portugal en a appelé aux Nations Unies pour qu'elles interviennent dans cette occupation illégale. Mais les grandes puissances démocratiques - Amérique, Europe et Japon - n'ont pas montré jusqu'à maintenant une volonté sérieuse de mettre fin aux crimes contre l'humanité pratiqués par le gouvernement indonésien au Timor Oriental. (...)

La Grande Bretagne, comme membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, pourrait faire pression dans le sens de réaliser un référendum au Timor Oriental, sous le patronage des Nations Unies... **Un tel plébiscite serait l'unique moyen juste pour savoir si les timorais désirent continuer comme partie de l'Indonésie**, revenir à l'union avec le Portugal ou, ce qui est le plus probable, devenir indépendants. Les timorais ont droit à ce choix. *(The Times - éditorial 22/11/91)*

Se préoccuper n'est pas suffisant.

(...) **Les anciens États clients de l'ancienne guerre froide devraient être regardés de façon plus critique. Nous avons entendu dire si souvent que la démocratie et les droits de l'homme sont indivisibles que nous commençons, en fait, à y croire. Les vents nouveaux ont aussi leurs effets à l'intérieur des États en question, où des forces démocratiques locales prennent du courage pour élever leurs voix.** On a vu hier une manifestation sans précédent à Djakarta, contre les massacres de Dili, tandis que des organisations indonésiennes des droits de l'homme s'exposent à être punies pour proposer que ce soit le territoire lui-même qui conduise sa propre enquête.

(The Guardian - éditorial 20/11/91)

Larmes pour les timorais.

Timor quoi? C'est de cette façon que beaucoup d'américains pourront réagir aux massacres du Timor Oriental (...)

Le Portugal a raison lorsqu'il appele à la réalisation d'une enquête internationale et rejette la farce de l'enquête promise par l'Indonésie.

Les Nations Unies ont déjà oublié leur propre condamnation antérieure, de l'occupation territoriale indonésienne. À la demande des Nations Unies, des troupes indonésiennes participeront à une force de paix au Sahara occidental, transformant le voleur en policier.

Faire des distinctions entre la prise de Timor Oriental par l'Indonésie et l'annexion du Koweit par l'Irak c'est fausser le droit et la logique.

Washington a seulement murmuré sa désapprobation de l'invasion indonésienne. L'Indonésie est, évidemment, trop importante, et le Timor Oriental trop pauvre, pour que cette erreur provoque de l'indignation ailleurs qu'au Portugal.

(New York Times - éditorial 22/11/91)

Le Tien-an-men de l'Indonésie

Le gouvernement indonésien réagit en panique, défiant la réaction mondiale croissante à son massacre de manifestants timorais pour l'indépendance le 12 novembre - un Tien-an-Men indonésien. (...)

La priorité immédiate est de maintenir la véhémence de cette réaction et de placer des observateurs au Timor Oriental pour empêcher de futures représailles contre les independantistes. L'Australie peut contribuer de façon spéciale: suspendre son accord avec Djakarta sur le partage du petrole dans la mer entre son territoire et Timor.

Des efforts paralèles devraient être faits pour traiter les bases politiques du problème. Cela signifie aller au-delà de la condamnation et de l'enquête impartiale et organiser une forme d'autodétermination. Les Nations Unies seraient les plus aptes à résoudre cette question.

Si l'Indonésie a raison de dire qu'elle a amené la prospérité et la lumière à Timor, elle ne devrait pas craindre une consultation libre. Le Président Bush, libérateur du Koweit, devrait faire de cela sa priorité politique.

(Washington Post - éditorial 9/12/91)

Réactions officielles internationales

La communauté Européenne, les USA, le Japon, l'Australie, les pays scandinaves, le Vatican, et d'autres... ont manifesté d'une façon ou d'une autre leur condamnation du massacre de Santa Cruz. Plusieurs pays ont exigé une enquête impartiale et sous contrôle international. Une demi-douzaine de pays sont allés plus loin et ont décidé de revoir ou de suspendre l'attribution d'aides économiques à l'Indonésie jusqu'à ce que soient connus les résultats de l'enquête.

Que restera-t-il derrière les mots une fois passée l'émotion provoquée dans l'opinion publique? Combien de ces déclarations n'auront-elles eu pour fonction principale, sinon unique, que de satisfaire cette opinion? Il y a malheureusement déjà des signes de cette duplicité.

Il y a souvent un gouffre entre les positions des parlements et les décisions des gouvernements, plus sensibles aux questions de l'intendance.

ONU

Aussitôt connu le massacre de Dili, le Secrétaire général Perez de Cuellar a souhaité "que soient prises des mesures pratiques pour éviter la répétition de situations identiques à l'avenir. Puis il a annoncé l'intention d'envoyer Amos Waco, rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extra-judiciaires, à Djakarta afin de préparer avec les autorités indonésiennes l'envoi d'une "mission totalement indépendante et impartiale".

"Une mission de l'ONU serait une ingérence dans nos affaires intérieures [!]" ont déclaré devant le Parlement les représentants de l'armée (Hartono) et du Golkar (Sambuaga). [! l'ONU n'a jamais reconnu l'intégration du Timor Oriental dans l'Indonésie].

"S'il est vrai que le Secrétaire général de l'ONU veut envoyer un représentant pour une simple visite, nous accepterons peut-être, mais s'il veut négocier l'envoi d'une mission d'enquête au Timor Oriental le problème serait différent. Il serait nécessaire que l'Indonésie soit d'accord" *(porte-parole du Ministère des Affaires Étrangères - Indonesia Observer, 4/12).*

"Nous avons toujours coopéré avec l'ONU et je ne vois pas pourquoi l'envoyé du Secrétaire général ne serait pas bien reçu" affirme Ali Alatas en décembre, mais en janvier il précise qu'il acceptera la visite du représentant du Secrétaire général mais refusera une commission d'enquête.

La visite de Amos Waco n'est pas seulement été retardée jusqu'au 8 février 1992, près de trois mois après le massacre, par les difficultés mises par l'Indonésie; le Président de Amnesty International, Ian Martin avertit qu'elle sera 'insuffisante' si elle ne sert pas à fixer les conditions d'une enquête complète et indépendante au massacre et aux évènements qui s'ensuivent.

En février Amnesty International remet au Secrétaire Général de l'ONU les noms de 65 timorais toujours détenus à la suite de ces évènements, les noms d'autres étudiants emprisonnés, en particulier à Malang, Djodjakarta et Salatiga, trois villes d'Indonésie, sont toujours maintenus secrets.

Afrique du Sud

Le problème de Timor mérite une attention immédiate et doit être résolu dans ce cadre de l'ONU, déclare Nelson Mandela devant l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Australie

Bob Hawke, premier ministre, qualifie de "tragédie horrible" le massacre de Santa Cruz et de "répugnante" l'affirmation du général Try Sutrisno selon qui "il fallait les tuer".

Philip Flood, ambassadeur à Djakarta se rend à Dili. Il estime qu'il y a eu plus de 100 morts.

Le parti travailliste au pouvoir approuve à l'unanimité une résolution déclarant qu'il est nécessaire de "tenir compte des anciennes nécessités et aspirations du peuple timorais".

Mais le ministre des Affaires Étrangères, Gareth Evans, s'est rendu à Djakarta pour signer avec l'Indonésie les accords sur l'exploitation du pétrole de la mer de Timor... et l'armée australienne entraîne au Warfare Centre Canunga, des militaires indonésiens pour diriger les troupes spéciales contre la résistance timoraise.

Le nouveau Premier Ministre, Keating, se déclare satisfait des résultats de l'enquête réalisée par l'Indonésie.

Canada

Le Canada est le premier pays qui annonce reconsidérer l'aide économique qu'il prête à l'Indonésie. Le 8 décembre il annonce la suspension de tous les projets d'aide directe au Gouvernement, soit 27 millions de dollars américains.

Chine

Objet de manifestations critiques rappelant le massacre de Tien-an-Men, le Premier Ministre Li Peng affirme lors d'une visite au Portugal que ce pays n'a rien à dire sur Timor, car il a été "le pays colonisateur". Jusqu'à sa réconciliation avec l'Indonésie, la Chine défendait l'indépendance du Timor Oriental.

Communauté Européenne.

Le Parlement Européen (PE), l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (ACE), et l'Assemblée parlementaire de l'UEO ont approuvé des résolutions sur le Timor Oriental. Ils condamnent non seulement ce massacre mais "la violence continue" depuis 1975, réclament la libération des prisonniers (PE) et accès des organisations humanitaires à Timor (ACE+UEO), mais aussi l'embargo des ventes d'armes à l'Indonésie. Le Parlement européen demande aussi une enquête au massacre de Santa Cruz liant à ses résultats l'aide économique à l'Indonésie. ACE et UEO exigent en outre le retrait des Forces Armées indonésiennes du Timor Oriental et la préparation des conditions qui conduiront le peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et indépendance. Les ministres des Affaires étrangères de la Communauté Européenne et de l'UEO condamnent la violence et pressent le gouvernement indonésien d'y mettre fin. Ils "affirment avec force leur appui" à une solution "qui respecte les principes de la Charte des Nations Unies", "la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales" et le respect des intérêts et aspirations légitimes de la population de ce territoire".

Le 3 décembre les ministres soulignent l'importance des récentes décisions de la Communauté Européenne liant les aides au développement au respect des droits de l'homme par les pays récepteurs de cette aide, et ils annoncent qu'ils "réexamineront la coopération entre la Communauté Européenne et l'Indonésie à la lumière des orientations et règlements visés ci-dessus et compte tenu de la réaction des autorités indonésiennes".

Danemark

Le Gouvernement danois annonce la suspension de l'aide économique de son pays à l'Indonésie 4 millions de dollars américains. La reprise de cette aide dépendra de la réaction des autorités à l'enquête en cours *(12/12)*.

Grande Bretagne

Le Gouvernement convoque l'ambassadeur indonésien pour lui manifester sa "sérieuse préoccupation".

La commission des Droits de l'Homme du Parlement britannique entend trois des journalistes présents à Dili le jour du massacre et publie leurs témoignages.

Le Ministère des Affaires Étrangères déclare fin janvier que la Grande Bretagne veut une enquête sur les différences relatives au nombre de morts et sur le grand nombre de disparus. Elle demande aussi des décisions claires sur la punition des responsables.

Hollande

Le Ministre des Affaires Étrangères déclare, dans une lettre au Parlement, être arrivé à la conclusion que le massacre de Dili a été un acte délibéré des militaires indonésiens, et non une impulsion subite.

La Hollande qui avait suspendu la concession de toute nouvelle aide économique à l'Indonésie jusqu'à ce que la situation au Timor Oriental s'éclaircisse s'est considérée satisfaite de l'enquête indonésienne. Le Parlement s'oppose à la reprise des programmes d'aide.

Japon

Une mission diplomatique se rend à Dili mais déclare n'avoir pas pu arriver à des conclusions sur ce qui s'est passé. Le premier ministre déclare le 24/12 que les problèmes du Timor Oriental et de la Birmanie sont importants, et que le Japon les aura en considération lors des décisions sur l'aide économique.

Vatican

Dans son discours au corps diplomatique, le 11 janvier, Jean Paul II fait référence au Timor Oriental: "Je ne voudrais pas conclure ce bref coup d'oeil sur l'Asie sans évoquer un foyer de tension permanente: Timor Oriental que j'ai eu la grande joie de visiter. Comme je l'ai rappelé en diverses circonstances, un dialogue persévérant s'impose".

Peu après le massacre le Vatican avait remplacé son ambassadeur à Djakarta, Mgr Canalini dont le clergé timorais se plaignait depuis longtemps. Puis le Pape a envoyé un représentant spécial visiter et conforter l'Église timoraise.

Pays Scandinaves

Finlande, Norvège et Suède remettent une protestation commune aux ambassadeurs d'Indonésie dans leurs pays.

Portugal

Le Portugal a proposé au nouveau Secrétaire Général de l'ONU l'établissement d'un dialogue politique direct et sans conditions préalables, entre le Portugal, l'Indonésie et les représentants du peuple timorais, en vue de trouver "une solution juste, globale, et acceptable à la lumière du droit international".

Cette proposition, qui a obtenu l'accord des Ministres des Affaires Étrangères de la Communauté Européenne (3 février), n'avait pas encore reçu de réponse officielle de l'Indonésie. Un conseiller du Président Suharto, F. Lopes da Cruz, a déclaré que l'Indonésie refuserait cette proposition car ce serait reconnaître que les timorais ne sont pas indonésiens.

USA

Les USA ont condamné le massacre et exigé une enquête complète aux évènements *(12/11)*. Des diplomates de l'ambassade des USA à Djakarta qui se sont rendus à Dili, ont estimé que la fusillade a provoqué entre 75 et 100 morts.

James Baker a vu le film du massacre et qualifié de "grotesques" les images de timorais désarmés tués au cimetière de Santa Cruz, dit le porte-parole de la Maison Blanche *(Público 23/11)*.

Le Sénat a approuvé à l'unanimité une résolution demandant au Président Bush de "suspendre immédiatement tous les programmes d'aide à l'entraînement militaire des Forces Armées indonésiennes"

Mais le Département d'État a fait savoir qu'il ne suspendrait pas cette aide qui vise à mettre les militaires indonésiens en contact avec les principes démocratiques et humanitaires"

Le porte-parole de la Maison Blanche a sucessivement affirmé la satisfaction des USA pour la constitution d'une commission d'enquête par le Président Suharto puis pour son rapport jugé "sérieux" responsable" et "non invraisemblable".

52 sénateurs écrivent à Georges Bush: "Nous sommes conscients que le Département d'État a reconnu formellement quelques aspects du problème du Timor Oriental. Malgré cela, à la lumière des continuels rapports de répression il semble conseillable une action plus forte".

Des timorais ramassent les vêtements au cimetière (photo Reuter)

En Indonésie: les réactions internationales

Le massacre de Dili, mais surtout l'écho obtenu dans la presse internationale et auprès de gouvernements étrangers, ont eu pour effet de poser des questions en Indonésie elle-même. Il aura suffit de quelques pressions, encore que timides, pour que s'instaure un concert d'opinion, pas encore libre mais qui est tout de même allé suffisamment loin pour que soit posé le problème politique de l'intégration du Timor Oriental. *

Les organisations indonésiennes de Défense des Droits de l'Homme ont été les premières à réagir. Depuis quelques années elles prêtaient une attention croissante aux problèmes du Timor Oriental. Certains de leurs membres se sont associés à la manifestation des étudiants timorais à Djakarta. Plusieurs de leurs dirigeants en ont senti les conséquences: Poncke Princen, président de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme (LPHAM); Indro Tjahjono, du Front Indonésien pour les Droits de l'Homme (Infight); et Yopie Lasut, de la Fondation Vie Nouvelle (Hidup Baru) ont été convoqués par le Bakorstanas, service de sécurité. Les deux premiers furent interrogés durant 8 heures le 20 novembre, et encore les jours suivants, tandis que Yopie Lasut choisissait de se cacher pendant quelques jours. Une délégation, qui incluait aussi l'Institut d'Aide Légale fut empêchée de se rendre à Dili comme c'était son intention.

Les étudiants indonésiens membres du Forum des Sénats Étudiants ont débattu le massacre lors de leur réunion nationale les 20 et 21 novembre à Bandoung. Ils ont organisé une manifestation de protestation, et les représentants de 11 Universités et Instituts Supérieurs ont signé un document où ils déclarent notamment:

"Nous demandons au gouvernement indonésien de constituer une équipe internationale (Nations Unies) pour mener une enquête objective et indépendante, et de dissoudre la Commission Nationale d'enquête dont l'indépendance n'est pas digne de confiance parce qu'elle est formée de personnes proches du gouvernement.

Nous demandons au Gouvernement indonésien de retirer sans délai toutes les Forces Armées hors du Timor Oriental, et de donner au peuple du Timor Oriental l'absolue liberté d'exercer le droit à l'autodétermination de façon à mettre fin à tout nouveau versement de sang."

(Tapol, The Indonesian Human Rights Campaign, 2/12)

La Conférence des évêques catholiques d'Indonésie, après le séjour à Dili (du 22 au 26/11) de son chef du département d'information, Romo Alfons, publie un communiqué:

"De nombreuses familles ignorent encore si certains de leurs membres sont en vie ou sont déjà morts... L'identité de ceux qui ont été tués n'a pas été divulguée.

On ne sait pas le nombre de ceux qui ont été tués... beaucoup disent trois camions, beaucoup disent plus de 100 personnes.

Si l'armée prétend avoir agi par légitime défense parce que deux soldats avaient été blessés, pourquoi la fusillade a-t-elle eu lieu devant le cimetière, très loin de l'endroit où les deux soldats ont été blessés?

La rumeur selon laquelle il y aurait encore eu des exécutions dans l'après-midi du 12 novembre fait douter de la véracité des déclarations de l'armée.

Nous regrettons vraiment qu'à cause d'un groupe des Forces Armées, l'intégrité morale, la dignité et la crédibilité de la Nation aient été mises en cause aux yeux du monde et de notre propre pays".

(Indonesia Publications et Tempo 7/12).

Ces positions sont encore isolées et trouvent peu de place dans la presse indonésienne habituée à pratiquer l'auto-censure pour éviter des coupures forcées. C'est au travers des déclarations officielles que les indonésiens ont connaissance de ce que les autorités appellent "l'incident de Dili".

Lorsque s'accentuent les critiques internationales, les autorités les réfutent et leurs démentis ou protestations sont publiés dans la presse locale, ouvrant ainsi une porte à une plus grande quantité d'informations et à la relation des faits qui ont provoqué les critiques.

Le bouchon de la censure ne sauta véritablement que lorsque le Président Suharto fut obligé, sous la pression internationale, d'annoncer la constitution d'une commission d'enquête.

La place que la presse réserve alors à la question de Timor augmente subitement et montre bien l'importance du problème (l'hebdomadaire 'Tempo' par exemple, qui n'avait pas parlé du massacre dans son édition de 16 novembre, consacre trois dossiers successifs au Timor Oriental: 14 pages le 23/11, 15 pages le 30/11 et 15 pages le 7/12).

Plus que le massacre ce sont ses répercussions pour l'Indonésie qui provoquent intérêt et préoccupation. Beaucoup de journaux reprennent à leur compte les accusations des autorités contre "les informations déformées de la presse étrangère". **'Media Indonesia' encourage la presse nationale à "contrebalancer les informations de la presse occidentale"**, tandis que 'Indonesia Times' annonce qu'une campagne de lobbying va être lancée par les conglomérats économiques et spécialement par Oncle Liem, l'homme le plus riche du pays et homme d'affaires du président Suharto *(Público 23/11)*.

La presse fait écho aux manifestations devant les ambassades indonésiennes dans certains pays, aux exigences d'enquête internationale, aux suspensions de l'aide économique décidées par quelques gouvernements. Le gouvernement estime que les "réactions sont disproportionnées" (Jakarta Post et Indonesia Times), mais les contre-réactions le sont bien plus:

'Tempo' considère que **les pays occidentaux "font du chantage" en conditionnant leur aide économique au respect des droits de l'homme** *(30/11)*.

Le vice-président de la Commission sur la Sécurité intérieure, Oka Mahendre, déclare indigné: "seul un pays totalitaire ou anarchique peut vouloir forcer la volonté d'un autre pays".

'Berita Buana' critique l'occident et ses principes humanitaires, et aussi "la pratique démocratique par le peuple du Timor Oriental, qui est encore trop occidentale" *(20/11)*.

* [*nous utilisons dans ces pages des notes sur la presse indonésienne de 'Agir pour Timor' - Paris*]

provoquent un exercice de démocratie

Mais au milieu des démentis et protestations apparaissent aussi des doutes.

"Où s'est-on trompé?" titre l'hebdomadaire 'Tempo' le 30 novembre. Beaucoup de journaux tentent d'apporter des éléments de réponse à cette question: les violations des droits de l'homme, l'économie, le manque d'emplois, le poids exagéré des immigrants (indonésiens) au détriment des habitants timorais, le manque de traitement humain, le manque de reconnaissance des timorais pour tout ce que l'Indonésie a fait pour eux... Il est urgent de garantir **"la réalisation rapide d'une enquête impartiale pour assurer la crédibilité de l'Indonésie"** écrit le 'Jakarta Post' car **"les blessures ouvertes mettent longtemps à guérir si les problèmes et leurs causes ne sont pas immédiatement attaqués"**. Parmi ces causes, le journal signale **"la compétition entre la population locale et les immigrants récemment arrivés d'autres parties de l'archipel"**.

Une question politique.

"L'armée est toujours l'armée du peuple" affirme le chef d'État-Major, le général Try Sutrisno *(Suara Pembaruan 22/11)*. Serait-ce que les indonésiens commencent à en douter et qu'il est nécessaire de le leur rappeler?

"Quelques soient les résolutions que l'ONU votera sur le Timor Oriental, cette province est une partie inséparable de l'Indonésie" affirme Sudomo, le ministre des Affaires Politiques et de Sécurité *(Jakarta Post 3/12)*. Cette affirmation peut être importante pour le régime lorsque l'opinion publique indonésienne s'aperçoit que les timorais refusent toujours cette intégration, ce dont ils devaient déjà se douter, mais surtout lorsqu'ils s'aperçoivent que le silence complaisant de la communauté internationale a des limites et que, peut-être, l'armée indonésienne vient de passer ces limites.

Yusuf Wanandi, directeur de Centre d'Études Stratégiques de Djakarta, qui ne peut pas être considéré une colombe, déclare que **"cet incident jette par terre 15 ans d'efforts pour l'intégration du Timor Oriental dans l'Indonésie"**. M. Carrascalão tire la même conclusion sur ses 9 années passées comme Gouverneur du Timor Oriental.

"Il faut re-analyser la politique indonésienne sur le Timor Oriental" suggère le député Marzuki Darusman, membre du parti gouvernemental.

"Le gouvernement a besoin de prendre contact avec les gens qui jusqu'à maintenant favorisent la désintégration, c'est-à-dire le Fretilin" dit le conseiller timorais du président Suharto, Francisco Lopes da Cruz.

Le Ministre de l'Intérieur rejette comme inadéquate une solution qui a parfois été suggérée, celle d'une certaine autonomie du Timor Oriental dans l'Indonésie, à l'exemple des provinces de Aceh (Sumatra nord) et Djodjakarta (Java centre) qui jouissent du statut de 'territoires spéciaux'.

"Je peux changer le nom maintenant mais qu'est-ce que cela changera? il n'y a rien de spécial dans l'administration des deux provinces spéciales d'Aceh et Djodjakarta" qui ont obtenu ce statut en raison de leur contribution pendant la guerre d'indépendance *(Jakarta Post 4/12)*.

Les questions commencent à être posées. Les réactions internationales ont eu le mérite de les provoquer! L'argument le plus fort aura sans doute été celui des aides économiques.

Aide économique extérieure

On a vu dans le cas de l'Afrique du Sud que la pression économique a permis de débloquer le problème de l'apartheid bien que le Gouvernement n'était nullement intéressé à le faire. Les premières menaces de suspension de l'aide économique à l'Indonésie paraissent avoir été suffisante pour qu'un régime complètement opposé à cette idée nomme une commission d'enquête.

L'Indonésie est particulièrement sensible aux sanctions sur la question des aides économiques. Elle profite actuellement d'une aide extérieure tout-à-fait exceptionnelle qui correspondait l'an dernier à 25,57% du budget de l'État. Les Pays Bas et le Canada ont décidé de suspendre leur aide jusqu'à ce que la lumière soit faite sur le massacre de Dili.

Certaines réactions furent d'irritation: 'Tempo' parle de "chantage", et le parlementaire Imron Rosyadi dit que "la Hollande est allée trop loin".

D'autres tentent de minimiser les effets: l'économiste Kwick Kian Gie, feignant d'ignorer le rôle de leader de la Hollande dans ce processus de coordination des aides, déclare que cela n'aura pas d'impact "car la Hollande n'est pas un gros donateur" *(Jakarta Post 25/11)*.

En réalité l'inquiétude est grande, un haut fonctionnaire qui qui préfère que son nom ne soit pas cité parle de "la peur de l'effet des dominos". Si les Pays Bas et le Canada sont les seuls à retirer leur soutien cela n'aura pas de grande importance car ils ne sont pas de gros donateurs, mais si le Japon suivait cela provoquerait un déficit budgétaire *(Tempo 7/12)*.

"S'il n'y a pas une enquête détaillée et crédible, l'Indonésie suivra l'exemple de la Chine après le massacre de Tien-an-men, mais le pays ne peut pas se payer ce luxe s'il veut sauver son développement politique interne et sa réputation internationale" *(Yusuf Wanandi)*.

"Nous espérons que les pays qui coopèrent économiquement avec nous auront la maturité suffisante avant de se lancer dans des mesures politiques ou économiques" dit Ali Alatas *(Tempo 7/12)*.

Dans le passé déjà des organisations démocratiques indonésiennes avaient demandé au Ministre hollandais Jan Pronk, président de l'IGGI (organisme international qui coordonne les aides économiques gouvernementales à l'Indonésie) d'user cette arme en faveur de la démocratisation du régime. La Communauté Européenne a décidé à la fin de l'an dernier de conditionner ses aides au respect des droits de l'homme dans les pays récepteurs. Elle devrait user de son influence pour faire adopter ce principe au sein de l'IGGI.

Commission d'enquête

La réalisation d'une enquête impartiale afin de déterminer les causes et responsabilités du massacre d'une foule désarmée paraît tout-à-fait naturelle dans la plupart des pays, mais elle ne l'était pas en Indonésie, pour des raisons évidentes:

- **"Les Forces Armées indonésiennes ne peuvent pas être mises en cause"** *(Général Nurhadi Purwosaputro - Kompas, cité in The Nation, Bangkok)*
- **"Il n'est pas question de savoir si l'on a commis des erreurs ou non"** *(général S. Panjaitan - Tempo 7/12)*
- **"La responsabilité de l'armée ne peut pas être envisagée"** *(gén. Try Sutrisno - Indonesian Times 14/11)*

La pression internationale allait obliger les autorités indonésiennes à revoir leur position, et malgré l'agacement manifesté elles ébauchent un recul:

- **"Sans que l'on ait besoin de nous le demander, nous allons enquêter sur ces évènements que, par ailleurs, nous regrettons aussi"** *(général Try Sutrisno)*

Mais c'est uniquement pour calmer les protestations internationales et conjurer le spectre d'une enquête internationale:

- **"Nous sommes un État souverain et nous ne laisserons personne s'immiscer dans nos affaires intérieures"** *(général Try Sutrisno - Indonesian Times 14/11)*
- **"Nous ne voulons pas d'interférences d'investigations étrangères"** *(Général Nurhadi Purwosaputro - Kompas, cité in The Nation, Bangkok)*
- **"Permettre à un pays étranger de participer à l'enquête sur l'incident ne pourrait être justifié car cela pourrait nuire à la crédibilité de l'Indonésie".** *(M. Carrascalão)*

Notant qu'une commission d'enquête militaire ne parviendrait pas à désarmer les critiques, le Président Suharto annonce une commission 'civile', tâche difficile dans un pays où, non seulement le Président est un général qui se maintient à la tête de l'État depuis 26 ans, mais où les militaires se trouvent à tous les niveaux de l'appareil de l'État.

sa composition,

Encouragés par la pression internationale et par la décision du Président certains journaux et personnalités manifestent leur étonnement et osent émettre quelques opinions sur la composition de la commission:

- **"Jamais dans l'histoire du pays une telle commission n'a été créée, ou tout au moins, jamais une telle création n'a été rendue publique; mais à cause de la pression internationale il n'y avait pas d'autre possibilité"** *(Éditorial du journal Berita Buana, 18/11)*
- **"La composition de la Commission d'enquête est vitale pour assurer la crédibilité de l'enquête"** *(The Indonesian Observer)*
- **"C'est vrai qu'il s'agit d'une affaire intérieure, mais si d'autres personnes veulent chercher des informations rigoureuses et exactes, nous devrions les laisser faire. Quand il s'agit de questions des droits de l'homme, partout dans le monde, c'est de la responsabilité de l'espèce humaine toute entière..."** *(Abdurrahman Wahid, président du Nahdatul Ulama, important groupe musulman)*

Les membres de la commission sont:

- **M. Djaelani**, ancien général, membre de la Court Suprême.
- **Hari Sugiman**, ancien général et directeur du SOSPOL, police chargée du contrôle des organisations sociales.
- **Sumitro**, vice-amiral et inspecteur général des Forces Armées.
- **Hadi Wayarabi**, chef de service au Ministère des Affaires Étrangères.
- **Anton Suyata**, inspecteur général au Ministère de la Justice,

  tous les deux formés à l'Académie Militaire de Lois.
- **Ben Mang Reng Say**
- **Clementino dos Reis Amaral**, timorais de l'est,

  tous les deux députés du Golkar, parti gouvernemental.

L'Institut d'Aide Légale, une organisation indonésienne de défense des droits de l'homme, suggère que des membres d'organisations non gouvernementales et des journalistes fassent partie de la commission, et la Ligue pour la Restauration de la Démocratie insiste sur une enquête indépendante, mais en vain. **"Toutes les personnes choisies sont des fonctionnaires du gouvernement indonésien"** dit Michael Leifer, lecteur sur les Affaires du Sud-Est Asiatique à la London School of Economics Affairs, ce qui contrarie les normes établies par l'ONU en 1989 pour la constitution de ce type de commissions:
leurs membres **"doivent être choisis en égard à leur impartialité reconnue, leur compétence et leur indépendance comme individus. En particulier ils doivent être indépendants de toute institution, agence ou personne qui doivent être le sujet de l'enquête"** (ECOSOC).

Amnesty International et Asia Watch, aussi bien que le Conseil de Ministres de la Communauté Européenne ont critiqué la composition de la commission, mais d'autres États, qui avaient portant réclamé une enquête impartiale ont semblé satisfaits et ont déclaré attendre les conclusions. C'est le cas en particulier des USA, du Japon et de l'Australie. L'Australie, particulièrement le Ministre des Affaires Étrangères Gareth Evans, n'a pas caché ses efforts auprès des autorités indonésiennes pour leur faire comprendre qu'elles devaient céder quelque chose pour que tout continue comme avant. "Je pense qu'ils ont compris" dit-il, satisfait, à son retour de Djakarta.

Le Secrétaire général de l'ONU, sans se prononcer explicitement sur la commission créée par Suharto, l'a pour le moins considérée insuffisante puisqu'il a proposé d'envoyer un représentant à Djakarta pour y étudier les conditions pour l'envoi d'une mission d'enquête de l'ONU.
Le gouverneur du Timor Oriental a rejeté cette possibilité déclarant "cela créerait de nouveaux troubles".
En réalité le Gouvernement indonésien craint toute enquête qu'il ne contrôlerait pas.

indonésienne

son déroulement,

La composition de la commission amène José Ramos Horta, porte parole de la résistance timoraise, à affirmer: **"C'est la même chose que de demander à Pol-Pot d'enquêter sur les massacres des Khmers-Rouges".**

Avant même de partir pour Dili les membres de la commission semblent vouloir donner raison à toutes les critiques:

- **"L'incident de Dili a été créé par le gouvernement portugais qui a mis en place une organisation contre l'Indonésie et dressé les timorais les uns contre les autres"**
  (Hadi Wayarabi - Suara Pembaruan 23/11)
- **"J'ai été invité par le chef de la commission d'enquête pour lui donner des informations, dans la mesure où ils me considèrent comme quelqu'un qui a de l'expérience dans les affaires timoraises"**
  (général Benny Murdani - Jakarta Post 26/11 - aujourd'hui Ministre de la Défense, Murdani est depuis 1975 l'un des principaux responsables pour l'invasion et occupation du Timor Oriental)
- **"une enquête minutieuse sera conduite contre les émeutiers"**
  (Indonesian Times, 14/11)
- **"Les timorais sont coupables jusqu'à ce que l'on ait prouvé leur innocence"**
  (Indonesian Times, 19/11)

La commission se rend à Dili le 28 novembre. M. Carrascalão lui remet deux rapports (100 et 300 pages), on ignore leur contenu mais le gouverneur a répondu aux questions du journal Kompas:

Q. - La commission va-t-elle interroger les familles des victimes?
R. - J'ai suggéré un moyen afin que les gens qui souhaitent parler puissent le faire sans s'exposer.
Q. - Les corps des victimes doivent-ils être rendus aux familles?
R. - Je n'ai pas autorité pour répondre et je ne sais pas moi-même où se trouvent les corps. Je suppose qu'il s'agit d'une décision prise en haut lieu.
Q. - Y a-t-il des fonctionnaires publics en prison?
R. - Je n'ai pas encore lu de rapport.
Q. - La population a-t-elle peur de donner des informations?
R. - Lorsqu'ils rencontrent le gouvernement [*gouverneur*] **pour lui donner des informations, ils demandent toujours que leur nom soit gardé secret. Si la commission est prête à faire de même je pense que le peuple osera parler.**

La commission rencontre aussi Mgr Belo qui dit au journal Suara Pembaruan que **"l'évêché dresse actuellement une liste des fidèles qui ne sont pas encore rentrés chez eux, particulièrement dans les paroisses de Dili".** Mais l'évêque **"refuse de donner à la commission le nom des témoins oculaires qui sont venus le voir tant que la commission ne garantit pas leur sécurité"** selon le journal 'Tempo'.

Le président de la commission dire plus tard: **"comment la commission pouvait-elle savoir qu'il y avait des témoins oculaires avec qui nous pouvions parler? cela est difficile. Nous ne pouvions pas le savoir à moins qu'ils viennent personnellement à notre rencontre... beaucoup de témoins ont eu peur de parler avec la commission".**
(Jakarta Jakarta 4-10/1/92)

et ses conclusions.

Quelques jours plus tard, et encore une fois pour apaiser l'opinion internationale, le rapport officiel déclare qu'**il a seulement été possible de confirmer 19 morts et 91 blessés,** [les chiffres avancés par les militaires], **mais qu'il y a des indices suffisants pour dire que le nombre de morts fut d'environ 50 et celui des blessés supérieur à 90. Il reconnaît en outre 90 disparus.**

Ce bilan est politique, le nombre de 50 a été décidé arbitrairement à Djakarta puisque les enquêteurs n'ont constaté l'existence que de 18 cadavres enterrés à Hera (celui du néo-zélandais avait déjà été rendu à la famille). Est-il crédible que, comme le dit le rapport, ils aient recherché la trentaine qui selon eux manquerait et ne les aient pas trouvés? N'est-ce pas l'armée qui les a enterrés?

La commission décrit trois versions de la fusillade: sans préavis, des militaires en formation ont tiré sur la foule; une grenade a été lancée par la foule qui a aussi tenté de capturer les armes des soldats, provoquant la fusillade; des coups-de-feu partis d'un groupe incontrôlé de la sécurité, ont précédé la fusillade. **Elle ne choisit aucune de ces trois versions mais attribue la responsabilité principale du massacre aux manifestants dont beaucoup auraient été manipulés ou même forcés à participer par une minorité opposée à l'Indonésie. Elle reconnaît aussi que les forces de sécurité ont dépassé les normes acceptables en termes de morts, de blessés par coups-de-feu, coups de couteaux ou autres coups.**

Les observateurs considèrent que, pour le régime militaire indonésien, cette conclusion dépasse tout ce que l'on avait vu jusqu'à ce jour. Infight la considère un "sérieux effort" lorsque comparé à la pratique habituelle, mais déclare **"une commission neutre sous les auspices des Nations Unies demeure nécessaire".**

Les généraux Warouw et Panjaitan ont été rappelés dans leurs Unités et remplacés aux postes de commandement.

Interrogé sur ces conclusions Mgr Belo répond:
"Je demande seulement: où sont ces 50 morts dont parle la commission, où sont les cadavres? Je ne suis pas résigné, j'aimerai savoir où sont beaucoup d'autres timorais disparus...
À première vue c'est clair que ce sont les militaires les uniques responsables... Le Commandant est une pièce très petite de tout le système indonésien, le mieux serait qu'ils soient tous remplacés et punis".
(Mgr Belo - Público 9/1/92)

Le général Syafei, successeur de Warouw, a déclaré en arrivant à Dili qu'il ne serait "pas aussi patient que le général Warouw".

Trois témoins timorais

Guilherme dos Santos, président de l'Assemblée Régionale
Manuel Carrascalão, frère du Gouverneur
Paulo ..., membre de l'Assemblée Régionale

et trois journalistes indonésiens...

prennent des risques!

La publication indonésienne 'Jakarta Jakarta', dans son numéro du 4 au 10 janvier, a publié les témoignages de témoins oculaires du massacre de Dili. Cette publication a aussitôt été l'objet de pressions, en particulier du général Try Sutrisno, et le directeur de la publication a décidé le licenciement du directeur éditorial Seno Gumira Ajidarma, et des responsables du secteur de politique nationale, Usep Hermawan, et du secteur artistique, Waskito Trisnoald.

Plusieurs témoignages sont anonymes, pour la protection de leurs auteurs, mais trois témoins, membres de l'Assemblée Régionale du Timor Oriental, un organisme créé par les indonésiens, ont accepté d'être identifiés.

"Je suis allé à Santa Cruz juste à temps pour voir le dernier cadavre et une autre personne qui était en train d'être frappée par un individu" [*individu traduit 'oknum' un terme péjoratif*]
(Guilherme dos Santos)

"Les personnes qui ont été arrêtées ont été traitées violemment. J'ai vu par hasard une personne qui probablement était seulement évanouie, mais dès que ces individus ont vu qu'elle avait bougé la tête, ils se déchaînèrent à la frapper avec une pierre. J'ai vu aussi une autre personne encore vivante dans un camion au milieu des cadavres; un des individus l'a tirée dehors et l'a frappée sur la tête, puis il l'a remise dans le camion".
(Manuel Carrascalão)

"Lorsqu'ils sortirent de l'église ils commencèrent à crier: 'vive Xanana! vive le Fretilin!' déroulant des drapeaux et des banderoles anti-intégration tandis qu'ils se dirigeaient vers le cimetière de Santa Cruz. Devant les installations du Kodim, près du palais du Gouverneur, un groupe de manifestants fut provoqué par un soldat (...) Je pense qu'il y avait trois mille personnes ou plus dans la manifestation. Les deux premiers groupes avaient déjà passé le Kodim quand le dernier groupe fut maltraité par des soldats qui commencèrent à battre les manifestants avec des bâtons de bois, blessant deux personnes. Sur le bord de la route un major tirait des photos. Les manifestants l'attaquèrent avec un couteau. Le groupe entra en panique et commença à courir, les uns en direction du palais du Gouverneur, d'autres firent marche arrière. Mais quelques-uns étaient déterminés à continuer et ils rattrapèrent les deux premiers groupes.

Je continuais à suivre la manifestation dans ma jeep parce que j'avais vu qu'il n'y avait pas de personnes plus agées qui puissent éviter qu'il arrive quelque chose de plus grave.

Devant l'hôtel Resende il y avait quelques agents des services d'information en civil qui cherchèrent à atteindre les manifestants avec leurs batons. Je leur criais d'arrêter. L'un d'eux était de ma région et il a eu peur.

Au carrefour de Santa Cruz il y avait trois camions pleins de soldats. Et il y avait aussi environ 1500 personnes qui se préparaient à déposer des fleurs au cimetière. Il y avait deux types de militaires: certains étaient en uniforme militaire complet mais ils n'avaient pas d'armes à feu, seulement des bayonnettes; les autres avaient seulement des pantalons et avaient le tronc nu, ceux-ci avaient des armes à feu. Ils commencèrent à se préparer pour tirer.

À ce moment là leur commandant, vêtu d'une T-shirt camouflée et pantalo d'uniforme tira un coup de feu en l'air et les soldats descendirent des camions. Ceux qui avaient des mitrailleuses commencèrent immédiatement à faire feu sur les manifestants. Tous ceux qui étaient devant tombaient, à mesure qu'ils étaient atteints par les balles. Les soldats qui avaient des bayonnettes descendirent des camions pour voir si quelqu'un était encore vivant en leur donnant des coups de pieds. Ceux qui étaient encore vivants étaient poignardés.

J'ai été témoin de ces brutalités durant environ dix minutes, mais à ce moment là le commandant m'a vu et m'a dit d'abandonner immédiatement la zone. Je quittais rapidement Santa Cruz, mais, peu après (plus ou moins trois minutes), j'ai entendu une deuxième rafale de coups-de-feu, qui se prolongea environ deux minutes. Je pense qu'au moins 200 presonnes ont été blessées. Je suis allé directement chez moi et ne suis plus retourné là.

J'ai fait un témoignage semblable à la commission d'enquête indonésienne et à l'ambassadeur australien Philip Flood".
(Paulo, membre de l'Assemblée Régionale)